

Table alphabétique et analytique du tome XXIV

Citer ce document / Cite this document :

Table alphabétique et analytique du tome XXIV. In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799)
Tome XXIV - Du 10 mars 1791 au 12 avril 1791. Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1886. pp. 745-769;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1886_num_24_1_13317

Fichier pdf généré le 13/05/2019

ARCHIVES PARLEMENTAIRES

PREMIÈRE SÉRIE

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DU TOME VINGT-QUATRIÈME.

A

ACADÉMIE DE SCULPTURE ET DE PEINTURE. Ses membres demandent à être admis à la barre le 21 mars 1790 (t. XXIV, p. 49); — Bouche appuie leur demande, qui est adoptée (*ibid.*).

ACHARD DE BONVOULOIR, député de la noblesse du bailliage de Coutances. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 47).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Communication par Mirabeau, au nom du comité diplomatique, d'une lettre du ministre Montmorin sur un article de la *Gazette universelle* relatif à la diète de Ratisbonne (17 mars 1791, t. XXIV, p. 156 et suiv.); — insertion au procès-verbal (*ibid.* p. 157).

Renvoi au comité diplomatique d'une lettre de la municipalité de Givet (29 mars, p. 444).

Lettre du ministre Montmorin au sujet d'une dénonciation portée contre lui au point de vue de nominations antirévolutionnaires; — interrompue par Toulouse-Lautrec et l'abbé Maury (7 avril, p. 624 et suiv.).

Envoi par le même de trois actes de prestations de serment (12 avril, p. 729); — renvoi de sa note, à la demande de Le Chapelier (*ibid.*).

AGENTS ET COURTIERS DE CHANGE. Projet de décret prorogeant leurs fonctions jusqu'au 15 avril (27 mars 1791, t. XXIV, p. 405); — discussion: Roussillon, Prieur, Defermon, Roussillon, Leleu de la Ville-aux-Bois, Bouche (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

AGOULT (Antoine d'), député de la noblesse du Dauphiné. Donne sa démission (t. XXIV, p. 253).

ALLARDE (D'), député de la noblesse du bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 132). — Présente des projets de décrets sur les indemnités relatives aux maîtrises (p. 379 et suiv.), — sur les boissons (p. 423).

ALQUIER, député du tiers état de la sénéchaussée de la Rochelle. Fait des rapports sur des événements survenus à Douai (t. XXIV, p. 211 et suiv.), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 521 et suiv.), (p. 523). — Présente, au nom du comité des rapports, un projet de décret tendant à excepter le sieur Piquet du décret qui ordonne l'arrestation de la municipalité de Douai (p. 694 et suiv.).

AMBLÉ (D'), député de la noblesse du bailliage de Reims. Parle sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (t. XXIV, p. 34).

AMIS DE LA CONSTITUTION. Adresse des amis de la Constitution de Marseille demandant des armes pour marcher à la frontière (20 mars 1791, t. XXIV, p. 221); — insertion au procès-verbal (*ibid.*). — Plainte adressée par les amis de la Constitution de Dunkerque au sujet d'un sous-officier d'artillerie menacé de perdre 30 années de service s'il assistait à leurs séances (22 mars, p. 284); — renvoi au comité militaire, sur la demande de Merlin (*ibid.*).

ANDRÉ (D'), député de la noblesse de la sénéchaussée d'Aix. Parle sur la contribution patriotique (t. XXIV, p. 8), — sur le Trésor public (p. 15), — sur les corps administratifs (p. 31), — sur la prestation de serment du cardinal de Bernis (p. 38), (p. 39), — sur les successions (p. 47), — sur les corps administratifs (p. 77

- et suiv.), (p. 80 et suiv.), — sur les contributions (p. 135), — sur les offices militaires (p. 167), — sur les denrées coloniales (p. 187), — sur la liquidation de ce qui reste à payer dans le département des bâtiments du roi (p. 192), — sur les fournitures à l'armée (*ibid.*), — sur les vivres de la marine (p. 193), — sur les baux emphytéotiques et par anticipation (p. 200), (p. 202), — sur les invalides (p. 485), — sur les successions (p. 495), — sur les postes (p. 502), — sur les troubles d'Aix (p. 503), (p. 504), — sur les honneurs funèbres à rendre à Mirabeau (p. 537), — sur les demandes de congé (p. 540), — sur des prohibitions de fonctions (p. 621), (p. 623), — sur l'organisation du ministère (p. 629), (p. 630), (p. 653 et suiv.), (p. 657), (p. 663), — sur le ministre de la marine (p. 674), — sur la dénonciation par Buzot d'un commissaire de la trésorerie (p. 688), — sur l'organisation du ministère (p. 693), — sur la nomination de deux commissaires chargés d'assister à l'installation du tribunal de cassation (p. 693), — sur le traitement des ministres (p. 704), (p. 705), — sur les dettes des pays d'états (p. 717), (p. 718).
- ANDRIEU**, député du tiers état de la sénéchaussée de Riom. Parle sur les troubles de Douai (t. XXIV, p. 258).
- ANGO**, député du tiers état du bailliage de Coutances. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 48).
- ANSON**, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 13), (p. 16), — sur l'organisation du ministère (p. 637), (p. 663), (p. 688 et suiv.).
- ANTHOINE**, député du tiers état du bailliage de Sarreguemines. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXIV, p. 661 et suiv.), (p. 697), — sur le traitement des ministres (p. 703).
- ARMÉE**. Adoption d'un projet de décret présenté par Bouche, tendant à faire présenter, dans le délai de trois jours, par le comité militaire, ses vues sur la fourniture des vivres et des fourrages (10 mars 1791, t. XXIV, p. 1).
- Adoption d'un projet de décret présenté par Tracy sur l'avancement dans l'artillerie (*ibid.* et p. suiv.).
- Articles additionnels aux décrets sur les engagements et spécialement relatifs aux congés, présentés par d'Estagniol (11 mars, p. 30); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).
- Lettre des membres composant le directoire du département de Maine-et-Loire, demandant la prompte organisation de la gendarmerie nationale et de l'armée auxiliaire (16 mars, p. 129); — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — projet de décret présenté dans le même but par Noailles (*ibid.*).
- Rapport par Emmery sur les fournitures de vivres et de fourrages à faire aux troupes dans les garnisons (19 mars, p. 192); — débat : préliminaire de Goupil-Préfeln, d'André (*ibid.*); — ajournement (*ibid.* et p. suiv.).
- Proposition de Mirabeau tendant à la nomination de quatre commissaires chargés d'aller demander au ministre de la guerre si la frontière du côté de l'Alsace est suffisamment garnie de troupes (22 mars, p. 256); — discussion : Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Mirabeau, Martineau, Defermon, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Choiseul-Praslin (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 257); — nomination des commissaires (*ibid.*); — état fourni par le ministre de la guerre (*ibid.* p. 269).
- Projet de décret présenté par Emmery sur les fournitures dans les garnisons (30 mars, p. 469); — discussion : d'Artemberg de La Mark, d'Estourmel, un membre, Emmery, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Emmery (*ibid.* et p. suiv.); — adoption des deux premiers articles (*ibid.* p. 470).
- Lettre de Duportail, ministre de la guerre, sur la révolte des soldats du 67^e régiment (12 avril, p. 723); — renvoi aux comités militaire et des rapports (*ibid.*)
- ARRIÈRE DES DÉPARTEMENTS**. Rapport par Lebrun sur diverses dépenses y relatives (12 mars 1791, t. XXIV, p. 42 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 43); — discussion : Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Boutteville-Dumetz, Lebrun, Rewbell, Lebrun, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Rewbell, Mirabeau, Montesquiou, Mirabeau, Le Chapelier, Montesquiou (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 44); — art. 5 proposé par Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) et accepté par Lebrun : adoption (*ibid.* et p. suiv.).
- ARTISTES**. Admission à la barre d'une députation de la société des artistes peintres et sculpteurs porteurs d'un mémoire (22 mars 1791, t. XXIV, p. 282); — renvoi du mémoire au comité de Constitution (*ibid.*),
- ASSEMBLÉE NATIONALE**. Adresses et dons patriotiques (12 mars 1791, t. XXIV, p. 31 et suiv.), (13 mars, p. 107 et suiv.), (17 mars, p. 151 et suiv.), (19 mars, p. 203), (20 mars, p. 220), (22 mars, p. 279 et suiv.), (24 mars, p. 340 et suiv.), (29 mars, p. 452), (31 mars, p. 484), (2 avril, p. 515), (3 avril, p. 577 et suiv.), (7 avril, p. 630 et suiv.), (9 avril, p. 675 et suiv.), (12 avril, p. 727 et suiv.).
- ASSIGNATS**. Rapport par Leclerc sur leur fabrication (30 mars 1791, t. XXIV, p. 473 et suiv.); — motions de Goupil et de l'abbé Papin (*ibid.* p. 474 et suiv.); — discussion : de Folleville, Camus (*ibid.* p. 475); — motion de Christin (*ibid.*); — adoption des motions de Papin et Christin (*ibid.*); — nomination de quatre commissaires (*ibid.*); — compte rendu par Folleville de leur mission (31 mars, p. 492); — question posée par Lecouteux (*ibid.*); — réponse de Folleville (*ibid.*); — insertion au procès-verbal (*ibid.*).
- Motion de Crillon jeune tendant à faire connaître la valeur des domaines nationaux servant de gages aux assignats, appuyée par Prieur (12 avril, p. 719); — adoption (*ibid.*).
- ASSISTANCE PUBLIQUE**. Rapport par La Rochefoucauld-Liancourt (28 mars 1791, t. XXIV, p. 445), — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).
- AUBRY-DU-BOCHET**, député du tiers état de la sénéchaussée de Villers-Cotterets. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 131 et suiv.), (p. 146), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 448).
- AVOCATS AU CONSEIL DU ROI**. Voy. *Pétitions*.

B

BAILLY, député du tiers état de la ville de Paris et maire de Paris. Transmet par lettre deux arrêtés de la municipalité (t. XXIV, p. 38). — Demande l'admission à la barre d'une députation de la municipalité de Paris, chargée d'inviter l'Assemblée nationale à l'installation de l'évêque de Paris (p. 368).

BARNAVE, député du tiers état du Dauphiné. Parle sur une plainte de Foucault contre la garde nationale (t. XXIV, p. 54), — sur le Clermontois (p. 127), — sur l'élargissement du curé-maire d'Issy-l'Evêque (p. 156), — sur la régence (p. 267 et suiv.), (p. 277 et suiv.), — sur le congé de l'abbé Goulard (p. 289), — sur la régence (p. 302 et suiv.), (p. 334), (p. 335), (p. 338 et suiv.), — sur la garde du roi (p. 376), — sur les recettes et les dépenses (p. 386), — sur la garde du roi mineur (p. 389), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 449), — sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 490). — Fait une motion au sujet des honneurs funèbres à rendre à Mirabeau (p. 538). — Parle sur les colonies (p. 592 et suiv.). —

- Présente un amendement à une motion sur les prohibitions de fonctions (p. 623). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 628), (p. 629), (p. 636), (p. 663 et suiv.), (p. 671), (p. 672), (p. 692), (p. 700 et suiv.).
- BARRÈRE**, député du tiers état de la sénéchaussée de Bigorre. Parle sur la régence (t. XXIV, p. 330 et suiv.), — sur la mort de Mirabeau (p. 506). — Demande une pension pour la fille du capitaine Thurot (p. 633 et suiv.).
- BARRIÈRES**. Lettre de de Lessart, ministre de l'intérieur, dénonçant l'opposition de la municipalité Saint-Mange du district de Sedan, au reculement des barrières (18 mars 1791, t. XXIV, p. 180 et suiv.); — renvoi aux comités diplomatique et d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.* p. 181).
- BARTHE**, évêque du département du Gers. Admis à la barre, rend hommage à la Constitution civile du clergé et fait offrande de ses œuvres (t. XXIV, p. 154 et suiv.).
- BATZ (De)**, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Albret et Nérac. Présente deux projets de décrets au nom du comité de liquidation (t. XXIV, p. 83 et suiv.).
- BAUX EMPHYTÉOTIQUES ET BAUX PAR ANTICIPATION**. Rapport par Boutteville-Dumetz sur ces baux (19 mars 1791, t. XXIV, p. 195 et suiv.); — projet de décret (p. 196 et suiv.); — discussion sur l'article 1^{er} : Martineau, Legrand, un membre, Defermon, plusieurs membres (*ibid.* p. 198 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 199); — art. 2 : Despatys de Courteille, Martineau, Boutteville-Dumetz, Lavie, Boutteville-Dumetz, un membre, Goupil, Boutteville-Dumetz, Defermon, deux membres, Gillet-La-Jacqueminière, plusieurs membres, d'André, Gillet-La-Jacqueminière, Boutteville-Dumetz, Goupil, Boutteville-Dumetz (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 200); — art. 3 : d'André, Mougins, Boutteville-Dumetz (*ibid.*); — retrait (*ibid.*); — article additionnel proposé par Tronchet et remplaçant l'article 3 supprimé (*ibid.*); — art. 4 : Legrand, Tronchet, Boutteville-Dumetz (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 201); — art. 5 : Martineau, Boutteville-Dumetz, un membre (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 6 : adoption (*ibid.*); — art. 7 : Pervinquière, plusieurs membres (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 8 : retrait (*ibid.*); — art. 9 devenant l'art. 8 : Martineau, Boutteville-Dumetz, d'André, de Delley, Tronchet, Boutteville-Dumetz (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 202); — art. additionnel proposé par Georges et adopté comme art. 9 (*ibid.*).
- BEAUDRAP DE SOTTEVILLE**, député de la noblesse du bailliage de Coutances. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 50).
- BEAUHARNAIS (Alexandre de)**, député de la noblesse du bailliage de Blois. Présente un projet de décret sur les hôtels de la guerre (t. XXIV, p. 236 et suiv.). — Parle sur les Invalides (p. 358 et suiv.). — Fait hommage d'un livre de Léonard Bourdon (p. 493).
- BEGOUEN**, député du tiers état du bailliage de Caux. Parle sur les denrées coloniales (t. XXIV, p. 187), — sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 490).
- BELIN**, député du tiers état de la sénéchaussée de Troyes. Parle sur les funérailles de Mirabeau (t. XXIV, p. 543).
- BELZAIS-COURMENIL**, député du tiers état du bailliage d'Alençon. Fait un rapport sur l'empreinte des monnaies (t. XXIV, p. 677 et suiv.); — défend son rapport (p. 680 et suiv.).
- BENGY DE PUYVALLEE**, député de la noblesse du bailliage de Bourges. Parle sur l'affaire du Clermontois (t. XXIV, p. 55 et suiv.).
- BERNIS (Cardinal de)**, ambassadeur à Rome. Débat au sujet de sa prestation de serment : Bouche, d'André, Bouche, d'André (12 mars 1791, t. XXIV, p. 38 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 39); — le ministre des affaires étrangères (Montmorin) écrit que Bernis refuse de prêter le serment tel qu'il doit être prêté (13 mars, p. 70).
- BERTHEREAU**, député du tiers état de la ville de Paris. Présente un article additionnel au décret sur les offices des procureurs (t. XXIV, p. 405). — Parle sur les créances sur les établissements supprimés (p. 736).
- BESOINS DES VILLES ET DES HÔPITAUX**. Rapport y relatif, par Dupont (*de Nemours*) (28 mars 1791, t. XXIV, p. 443 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 448); — discussion : Aubry-du-Bochet, La Rochefoucauld, Le Chapelier, Tronchet, Dupont (*de Nemours*), Martineau, Barnave, Dêmeunier, Dupont (*de Nemours*) (29 mars, p. 448 et suiv.); — adoption de l'art. 1^{er} (*ibid.* et p. suiv.); — art. 2 et 3 : adoption (*ibid.* p. 450); — art. 4 nouveau : Legrand, Tronchet. (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); art. 5, ancien art. 4 : adoption (*ibid.*); — art. 6, ancien art. 5 : de Foucault, Dupont (*de Nemours*), de Foucault (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 7, ancien art. 6 : Ramel-Nogaret, Dupont (*de Nemours*), Dêmeunier, Dupont (*de Nemours*) (*ibid.*); — adoption de l'article amendé (*ibid.* et p. suiv.).
- BIENS CI-DEVANT DOMANIAUX**. Projet de décret y relatif, présenté par de Vismes (27 mars 1791, t. XXIV, p. 409); — adoption (*ibid.*).
- BIENS NATIONAUX**. Ventes (12 mars 1791, t. XXIV, p. 52), (13 mars, p. 83), (16 mars, p. 130), (*ibid.* p. 131), (18 mars, p. 181), (19 mars, p. 203), (20 mars, p. 220), (*ibid.* p. 221), (22 mars, p. 287), (23 mars, p. 291 et suiv.), (*ibid.* p. 308 et suiv.), (24 mars, p. 326), (*ibid.* p. 337 et suiv.), (25 mars, p. 367 et suiv.). (*ibid.* p. 368), (26 mars, p. 378 et suiv.), (27 mars, p. 403 et suiv.), (28 mars, p. 421 et suiv.), (*ibid.* p. 443), (*ibid.* p. 444 et suiv.), (30 mars, p. 462), (31 mars, p. 472), (*ibid.* p. 491 et suiv.), (1^{er} avril, p. 494 et suiv.), (2 avril, p. 515 et suiv.), (3 avril, p. 524), (7 avril, p. 620), (*ibid.* p. 652), (8 avril, p. 652), (9 avril, p. 659), (10 avril, p. 683 et suiv.), (12 avril, p. 708), (*ibid.* p. 719).
- Camus, au nom du comité d'aliénation, demande que le comité puisse autoriser les municipalités à traiter de gré à gré avec les preneurs de baux à vie pour la résiliation de leurs baux (13 mars, p. 66); — discussion : Mougins, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), de Folleville, Camus, de Tracy, Camus (*ibid.*); — décret autorisant le directoire des districts à traiter de gré à gré avec ces preneurs de baux à vie, sauf ratification par le directoire du département (*ibid.*). — Projet de décret tendant à faire décider que l'abbaye de Saint-Martin sera momentanément réservée aux religieux voulant continuer la vie en commun (*ibid.*); — discussion : Treillard, Camus, Treillard, Prieur, Lanjuinais, Camus (*ibid.* et p. suiv.); — décret suspensif de la vente des maisons choisies par les départements pour les religieux voulant continuer la vie en commun (*ibid.* p. 67). — Projet de décret annulant les articles des ventes qui porteraient atteinte aux droits de chauffage ou d'usage, ou qui supprimeraient des redevances (16 mars, p. 131); — adoption (*ibid.*).
- Lettre du ministre de la guerre (Duportail) demandant un sursis à la vente des couvents qui pourraient être convertis en casernes (17 mars, p. 144); — renvoi aux comités militaire, des domaines et d'aliénation réunis (*ibid.*).

- Projet de décret présenté par La Rochefoucauld, autorisant l'administration du département de Paris à déléguer à la municipalité de cette ville les fonctions relatives à l'administration et à l'aliénation des biens nationaux (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 145).
- Projet de décret présenté par Pougeard-Du-Limbert portant augmentation de la somme fixée par le décret du 14 mai 1790 (22 mars, p. 258 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 260).
- Adoption d'un projet de décret présenté par La Rochefoucauld sur la vente de la ci-devant abbaye de Royaumont (*ibid.* p. 260).
- Adoption d'un projet de décret portant vente de biens nationaux au profit de la municipalité de Saint-Omer (22 mars, p. 286 et suiv.).
- BINOT** (Abbé Jacques), député du clergé de la sénéchaussée de Nantes. Prête serment (t. XXIV, p. 366).
- BLIN**, député du tiers état de la sénéchaussée de Nantes. Parle sur la garde du roi mineur (t. XXIV, p. 389).
- BOIS-ROUVRAY** (De), député de la noblesse du bailliage de Château-Thierry. Parle sur une motion relative au serment (t. XXIV, p. 52), — sur une demande de pension de Latude (p. 53).
- BOISSONS**. Projet de décret présenté par d'Allarde et particulier au département du Nord (28 mars 1791, t. XXIV, p. 423); — adoption avec amendement de Delavigne (*ibid.* et p. suiv.); — motion de d'Estourmel tendant à étendre le bénéfice de ce décret au département du Pas-de-Calais (*ibid.* p. 424); — renvoi au comité des contributions publiques (*ibid.*).
- BOISSY-D'ANGLAS**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Annonay. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 149). — Secrétaire (p. 400). — Parle sur la mort de Mirabeau (p. 506), — sur les brevets d'invention (p. 633), — sur les dettes des pays d'états (p. 717).
- BONNAY** (De), député de la noblesse du Nivernais. Parle sur le Clermontois (t. XXIV, p. 124).
- BOUCHE**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Aix. Présente trois projets de décrets sur les fonctionnaires publics absents, sur les fournitures des vivres pour la marine et sur la fourniture des vivres et des fourrages pour l'armée (t. XXIV, p. 1). — Parle sur les troubles d'Ille-et-Vilaine (p. 17), — sur les costumes religieux (p. 30), — sur le serment du cardinal de Bernis (p. 38), (p. 39), — sur le Clermontois (p. 127), — sur une pétition (p. 128), — sur les dons patriotiques (p. 142), — sur la prestation de serment tardive de fonctionnaires publics ecclésiastiques (p. 152 et suiv.), — sur la marine (p. 193), — sur une pétition (*ibid.*), — sur les troubles de Douai (p. 236), — sur les procès-verbaux de l'Assemblée (p. 377), — sur les agents de change (p. 405), — sur les mines (p. 417), — sur les maîtrises (p. 422), — sur le bureau des procès-verbaux (p. 476), — sur les brevets d'invention (p. 482), — sur les troubles d'Aix (p. 503), (p. 504), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 522). — Propose un amendement à une motion de Robespierre sur des prohibitions de fonctions (p. 621), (p. 623). — Parle sur la pension de la fille du capitaine Thurot (p. 634). — Sa motion concernant un fonds de réserve de la marine (p. 644 et suiv.), (p. 645). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 655 et suiv.), — sur le ministre de la marine (p. 673), (p. 674 et suiv.), — sur le traitement des ministres (p. 705), — sur les dettes des pays d'états (p. 717), — sur le projet de décret concernant les créances sur les établissements supprimés (p. 734).
- BOUFFLERS** (DE), député de la noblesse du bailliage de Nancy. Présente un projet de décret sur les brevets d'invention (t. XXIV, p. 456 et suiv.); — le défend (p. 482 et suiv.), (p. 636 et suiv.).
- BOURDON**, député du tiers état de bailliage de Caux. Parle sur les funérailles de Mirabeau (t. XXIV, p. 543), — sur les curés supprimés (p. 721).
- BOURDON** (Léonard). Adresse à l'Assemblée nationale un ouvrage sur l'éducation nationale (t. XXIV, p. 493).
- BOUTTEVILLE-DUMETZ**, député du tiers état du bailliage de Péronne, Roy et Montdidier. Parle sur l'arrière des départements (t. XXIV, p. 43), — sur les corps administratifs (p. 81), — sur les contributions foncière et mobilière (p. 91). — Fait un rapport sur les baux emphytéotiques et sur les baux par anticipation (p. 195 et suiv.), — sur les brevets d'invention (p. 483), — sur l'organisation du ministère (p. 628).
- BOYER**, député suppléant du tiers état de la sénéchaussée du Haut-Limousin. Remplace Naurissart, démissionnaire (t. XXIV, p. 358). — Prête serment (p. 366).
- BRETAGNE**. Députation des préposés à la perception des devoirs de Bretagne (31 mars 1791, t. XXIV, p. 485 et suiv.); — renvoi, sur la demande de Gillet-Lacqueminière, aux quatre comités chargés de l'organisation des compagnies de finances réunis à celui des pensions (*ibid.* p. 486).
- BREVETS D'INVENTION**. Voir *Inventions*.
- BRILLAT-SAVARIN**, député du tiers état du bailliage du Bugcy et Valmorey. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXIV, p. 694).
- BRIOS-BEAUMETZ**, député de la noblesse de la province d'Artois. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 10 et suiv.), (p. 12), (p. 13), (p. 16), — sur la régence (p. 304). — Présente l'article 10 sur le Trésor public (p. 406). — Parle sur une pétition de citoyens de Saint-Domingue (p. 464), — sur les tribunaux criminels (p. 469), — sur la mort de Mirabeau (p. 506), — sur les successions (p. 602), — sur l'organisation du ministère (p. 611), — sur des prohibitions de fonctions (p. 622), — sur l'organisation du ministère (p. 628), (p. 629), (p. 656).
- BROGLIE** (François-Marie de), maréchal de France. Son fils (Victor) demande et obtient qu'on lui conserve son titre, quoique absent (t. XXIII, p. 667 et suiv.). — Voidel propose, en raison d'une lettre écrite par le maréchal, que son titre lui soit retiré (t. XXIV, p. 326). — La proposition est ajournée à quinzaine (p. 327).
- BROGLIE** (Victor de), député de la noblesse du bailliage de Colmar et Schelestadt. Parle sur la situation de l'Alsace (t. XXIV, p. 35 et suiv.), — sur la régence (p. 304). — Fait des rapports sur les troubles de Toulouse (p. 516 et suiv.), — sur les troubles du Bas-Rhin (p. 547 et suiv.).
- BROSTARET**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Albret. Propose de nommer 2 commissaires chargés d'assister à l'installation du tribunal de cassation (t. XXIV, p. 695).
- BRUGES** (De), député du clergé de la sénéchaussée de Mende. Parle sur les demandes de congé (t. XXIV, p. 541).
- BUREAUX DE PUSY**, député de la noblesse du bailliage d'Amont en Franche-Comté. Parle contre le ministre de la marine (t. XXIV, p. 675).
- BUZOT**, député du tiers état du bailliage d'Evreux. Demande qu'on achève au plus tôt l'établissement des

corps administratifs (t. XXIV, p. 32). — Parle sur les successions (p. 46), — sur la régence (p. 338), — sur les tribunaux criminels (p. 467 et suiv.), — sur les successions (p. 505), — sur une motion de Lepeletier de Saint-Fargeau (p. 560), — sur les successions (p. 602), — sur l'organisation du ministère (p. 609 et suiv.), (p. 653), (p. 663). — Dénonce Huber, commissaire de la trésorerie, comme s'étant livré à l'agiotage (p. 688). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 693), — sur le traitement des ministres (p. 204), — sur les dettes des pays d'états (p. 717).

C

CAISSE DE L'EXTRAORDINAIRE. Décret relatif aux frais des bureaux (13 mars 1791, t. XXIV, p. 67). — Décret concernant le retard apporté par le district de Perpignan dans l'envoi et l'exécution du décret du 6 décembre (23 mars, p. 292). — Décret relatif aux porteurs des billets des ci-devant administrateurs des domaines (6 avril, p. 597). — Décret sur le remboursement de différents emprunts (p. 687).

CAMUS, député du tiers état de la ville de Paris. Présente un projet de décret sur le remboursement à diverses personnes de ce qui leur revient en exécution des précédents décrets (t. XXIV, p. 2). — Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (p. 21). — Fait un rapport sur une demande de pension de Latude (p. 51 et suiv.); — le défend (p. 53). — Parle sur un article additionnel à un décret sur des dépenses (p. 65). — Présente des projets de décrets sur la résiliation de baux à vie (p. 66), — sur l'abbaye de Saint-Martin (*ibid.*), — sur des frais de bureaux administratifs (p. 67). — Parle sur l'admission à la barre des vicaires des paroisses supprimées (p. 88), — sur le Clermontois (p. 127), — sur la capitation (p. 142), — sur des sommes dues pour fournitures d'hôpitaux (p. 143), — sur la liquidation de ce qui reste à payer dans le département des bâtiments du roi (p. 192). — Présente un projet de décret sur différentes parties d'arriéré (p. 220). — Parle sur les hôtels de la guerre (p. 237). — Fait un rapport sur la liquidation de la dette de l'Etat (p. 282 et suiv.). — Présente un projet de décret portant vente des biens nationaux au profit de la municipalité de Saint-Omer (p. 286 et suiv.). — Fait un rapport sur un second état des pensions pour 1790 et 1791 (p. 341 et suiv.). — Parle sur la motion de d'Estourmel relative à l'augmentation de la pension de Fabry de Fabrègues, lieutenant général des armées navales (p. 366), — sur les vicaires des églises supprimées (p. 370), — sur les recettes et les dépenses de 1791 (p. 386), — sur l'enceinte de Paris (p. 387). — Présente un projet de décret sur les ponts et chaussées (p. 406). — Rend compte des vérifications et rapports faits par le directeur général de la liquidation (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur les offices supprimés (p. 454 et suiv.), (p. 455), — sur les assignats (p. 475). — Présente des projets de décrets sur le démembrement des biens des ci-devant ecclésiastiques (p. 524 et suiv.), — sur la caisse de l'extraordinaire (p. 597), — sur la marine (p. 645). — Parle sur le ministre de la marine (p. 674). — Présente un projet de décret sur le remboursement de divers emprunts par la caisse de l'extraordinaire (p. 687), — sur le traitement des ministres (p. 705).

CANAUX. Projet de décret présenté par Lebrun, sur le canal du Nivernais (30 mars 1791, t. XXIV, p. 465); — observations de Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*).

CASTELLANET, député suppléant du tiers état de la sénéchaussée de Marseille. Parle sur la pêche dite pêche aux bœufs (t. XXIV, p. 682), — sur les dettes des pays d'états (p. 718).

CAZALÈS (De), député de la noblesse des pays et jugerie de Rivière-Verdun, Gaure, Léonac et Marestaing. Parle sur les troubles de Douai (t. XXIV, p. 215), (p. 217), — sur la régence (p. 264), (p. 265), (p. 266 et suiv.), (p. 277), (p. 279), (p. 306 et suiv.), (p. 336 et suiv.), (p. 371 et suiv.), (p. 372 et suiv.), (p. 374), — sur la garde du roi mineur (p. 389), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 390 et suiv.), (p. 424 et suiv.), (p. 429 et suiv.), (p. 433), (p. 434), (p. 437), — sur les successions (p. 509), — sur les troubles de Toulouse (p. 520), — sur les demandes de congé (p. 541), — sur les successions (p. 570 et suiv.), — sur l'organisation du ministère (p. 608), (p. 610), (p. 611).

CERNON (De), député de la noblesse du bailliage de Châlons-sur-Marne. Fait un rapport sur les recettes et les dépenses de 1791 (t. XXIV, p. 380 et suiv.); — le défend (p. 386).

CÉRUTTI. Discours prononcé par lui aux obsèques de Mirabeau (t. XXIV, p. 557 et suiv.).

CHABERT DE LA CHARRIÈRE, député de la Guadeloupe. Parle sur les denrées coloniales (t. XXIV, p. 186).

CHABROUD, député du tiers état du Dauphiné. Parle sur les foires (t. XXIV, p. 479 et suiv.), — sur les successions (p. 494), — sur l'intervention du Président dans la discussion (p. 542), — sur la motion de Crillon concernant Desille (p. 543), (p. 544). — sur un rappel à l'ordre de Montlosier demandé par un grand nombre de membres (p. 554). — Président, (p. 676).

CHARRIER DE LA ROCHE (Abbé), député du clergé de la sénéchaussée de Lyon. Parle sur la prestation de serment des fonctionnaires publics ecclésiastiques (t. XXIV, p. 152). — Elu évêque de la Seine-Inférieure (p. 290). — Parle sur une pétition de citoyens de Saint-Domingue (p. 464).

CHASSET, député du tiers état de la sénéchaussée de Beaujolais. Présente un projet de décret relatif à la liquidation des créances particulières sur les maisons ecclésiastiques (t. XXIV, p. 293 et suiv.).

CHATEAU-RENAUD, député de la noblesse du bailliage d'Aval en Franche-Comté. Fait une motion concernant les tribunaux de commerce (p. 325).

CHOISEUL-PRASLIN (De), député de la noblesse de la sénéchaussée d'Anjou. Parle sur une proposition relative à la sûreté de la frontière (t. XXIV, p. 237).

CHOISEUL-PRASLIN fils (De), député de la noblesse de la sénéchaussée du Maine. Parle sur les aumôniers des régiments (t. XXIV, p. 722).

CHRISTIN, député du tiers état du bailliage d'Aval en Franche-Comté. Parle sur les assignats (t. XXIV, p. 475), — sur la marine (p. 645).

CLAVIÈRE. Dénonce le commissaire de la trésorerie Huber (t. XXIV, p. 698).

CLERGÉ. Adoption d'un projet de décret présenté par Lanjuinais, en rectification de l'article 22 du titre II de la constitution civile du clergé (10 mars 1791, t. XXIV, p. 3).

Grégoire demande l'exécution immédiate du décret du mois d'août 1790 sur les maisons affectées aux religieux qui veulent la vie commune (11 mars, p. 31).

Les vicaires des paroisses supprimées ayant prêté serment, demandent à être entendus à la barre

- (15 mars, p. 88); — débat : Legrand, Camus, Prieur (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'ils seront admis à la séance du soir du surlendemain (*ibid.*); — admission (17 mars, p. 153); — discours de l'orateur de la députation, Nusse, curé et maire de Chavignon (*ibid.* et p. suiv.); — réponse de Montesquiou-Fezenzac, Président (*ibid.* p. 154); — renvoi de la pétition au comité ecclésiastique (*ibid.*); — rapport par Lanjuinais (25 mars, p. 368 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 369 et suiv.); — amendements proposés par Camus (*ibid.* p. 370); — adoption du projet amendé (*ibid.*).
- Envoi par l'accusateur public de Lannion, d'un extrait de la procédure criminelle dirigée contre le ci-devant évêque de Tréguier (29 mars, p. 444); — renvoi aux comités des rapports et des recherches (*ibid.*).
- Projet de décret présenté par Legrand sur le traitement des curés supprimés (12 avril, p. 719 et suiv.); — discussion : Despatys de Courteilles, un abbé, Bourdon, Legrand, Moreau, Martineau, Legrand (*ibid.* p. 721); — adoption du projet amendé (*ibid.* et p. suiv.); — additions proposées par Despatys de Courteilles, Gaultier-Biauzat et Choiseul-Praslin (*ibid.* p. 722); — renvoi au comité ecclésiastique (*ibid.*).
- CLERMONT-LODÈVE (De)**, député de la noblesse de la ville d'Arles. Parle sur l'affaire du Clermontois (t. XXIV, p. 64), (p. 126), — sur la régence (p. 305 et suiv.).
- CLERMONTAIS (Le)**. Second rapport par Geoffroy, au nom des comités diplomatique et des domaines, sur l'affaire du Clermontois (10 mars 1791, t. XXIV, p. 22 et suiv.); — conclusions tendant à l'adoption du premier projet de décret (*ibid.* p. 29); — discussion : d'Estourmel, Bengy de Puyvallée, Clermont-Lodève (12 mars, p. 54 et suiv.); — de Vismes, au nom du comité des domaines, Dubois-Crancé, Charles de Lameth, de Bonnavy, abbé Maury, Geoffroy, de Clermont-Lodève, de Murinais, de Folleville, Du Châtelet, de Folleville, Barnave, de Menou, Mirabeau, Bouche, Delavigne, Prieur, de Virieu, de Folleville, d'Estourmel, Delavigne, Camus, Geoffroy, de Foucault (15 mars, p. 109 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 128).
- CLERMONT-TONNERRE (Stanislas de)**, député de la noblesse de Paris. Parle sur la régence (t. XXIV, p. 295 et suiv.), — sur les Invalides (p. 359 et suiv.).
- COCHARD**, député du tiers état du bailliage d'Amont en Franche-Comté. Parle sur les offices supprimés (t. XXIV, p. 453 et suiv.), (p. 453).
- COLLÈGE DES IRLANDAIS**. Décret y relatif (31 mars 1791, t. XXIV, p. 473).
- COLONIES**. Communication de deux lettres de l'Assemblée coloniale de la Martinique (25 mars 1791, t. XXIV, p. 374 et suiv.), — d'un extrait des délibérations de l'Assemblée coloniale de la Martinique (29 mars, p. 433 et suiv.), — d'une lettre des citoyens français de Saint-Domingue mandés par l'Assemblée (30 mars, p. 463 et suiv.); — Charrier de La Roche demande qu'ils soient admis à la barre (*ibid.* p. 464); — discussion : Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Briois-Beaumetz, de La Rochefoucauld-Liancourt, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — admission à la barre : discours de Linguet, orateur de la députation (31 mars, p. 486); incident : plusieurs membres, Robespierre, le Président (*ibid.* et p. suiv.); — reprise du discours de Linguet (*ibid.* p. 487 et suiv.); — nouvel incident : Bégouen, Robespierre, Tuaut de La Bouverie, Lecouteux de Canteleu, de Folleville, Lecouteux de Canteleu, Barnave, de Murinais, de Rochebrune, Arthur Dillon, Regnault, de Gouy d'Arsey, Lecouteux de Canteleu, Emmery (*ibid.* p. 490 et suiv.); — décret portant que les citoyens pétitionnaires seront entendus de nouveau dans trois jours et qu'ils auront à avouer ou à désavouer un écrit imprimé sous leur nom (*ibid.* p. 491); — réponse des députés extraordinaires de la province du nord de Saint-Domingue aux inculpations du défenseur des membres de la ci-devant Assemblée coloniale de la partie française de Saint-Domingue (5 avril, p. 578 et suiv.); — reprise du discours de Linguet (*ibid.* p. 580 et suiv.); — discussion : Lecouteux, Barnave, de Rostaing, Martineau, de Pampebonne, de Gouy d'Arsey, de Curt, Populus, de Gouy d'Arsey, Madier de Montjau, de Gouy d'Arsey, Robespierre, Arthur Dillon, Lecouteux de Canteleu (*ibid.* p. 591 et suiv.); — adoption d'une motion de Barnave (*ibid.* p. 596); — incident : de Curt, de Gouy d'Arsey (*ibid.*); — décret (*ibid.*).
- Rapport par Payen sur le renvoi en France de plusieurs citoyens de la ville de Cayenne (9 avril, p. 682 et suiv.); — texte du projet de décret (*ibid.*); — discussion : Prieur, Moreau de Saint-Méry (*ibid.* p. 683); — adoption (*ibid.*).
- COMITÉ D'AGRICULTURE ET DE COMMERCE**. Décret qui augmente de deux le nombre de ses membres (3 avril 1791, p. 529).
- COMITÉ DE TRÉSORERIE**. Nomination de ses membres (8 avril 1791, t. XXIV, p. 637).
- COMITÉ DIPLOMATIQUE**. Talleyrand y remplace Mirabeau (7 avril 1791, t. XXIV, p. 630).
- COMMUNE DE PARIS**. Arrêtés envoyés à l'Assemblée nationale, relativement aux personnes arrêtées aux Tuileries le 28 février dernier (11 mars 1791, t. XXIV, p. 38); — débat : Duquesnoy, Mirabeau, Duport (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.*).
- Invitation à l'Assemblée nationale pour la messe devant être chantée à Notre-Dame en l'honneur de Louis XVI, remis de son indisposition (17 mars, p. 143).
- CONDORCET**. Écrit une lettre au Président de l'Assemblée nationale sur l'uniformité des poids et mesures (t. XXIV, p. 379).
- CONGÉS**. Dénonciation contre l'abbé Goulard, député, employant un congé pour raison de santé à exciter les esprits contre les lois constitutionnelles sur le clergé (22 mars 1791, t. XXIV, p. 288 et suiv.); — discussion : Prieur, Voidel, Tronchet, Prieur, Murinais, Barnave (*ibid.* p. 289); — décret portant que le député Goulard devra dans les huit jours revenir à son poste (*ibid.*).
- Sillery demande le rappel de Deschamps, absent depuis plus de huit mois et ne s'occupant qu'à pervertir l'opinion publique (2 avril, p. 505 et suiv.); — adoption (*ibid.*), (p. 506); — réclamation de Deschamps (12 avril, p. 722); — renvoi au comité des recherches (*ibid.*).
- Motion de Gaultier-Biauzat tendant à suspendre les permissions de congé pour les ecclésiastiques jusqu'après la quinzaine de Pâques (4 avril, p. 540); — discussion : Foucault, d'André, un membre, d'André, Foucault, un membre, Foucault, de Virieu, Le Chapelier, Foucault, Le Chapelier, de Virieu, Le Chapelier, Foucault, de Bruges, Prieur, de Cazalès (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'amendement de d'André soumettant toutes les demandes de congé au comité de vérification (*ibid.* p. 541).
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES**. Motion de La Rochefoucauld-Liancourt tendant à faire présenter à l'Assemblée par le comité ecclésiastique ses vues sur les congrégations consacrées à l'assistance (5 avril 1791, t. XXIV, p. 562); — adoption (*ibid.*).
- CONTRIBUTIONS FONCIÈRE ET MOBILIÈRE POUR L'ANNÉE 1791**. Rapport par La Rochefoucauld sur leur fixation

(15 mars 1791, t. XXIV, p. 89 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 91); — débat sur l'ajournement de la discussion demandé par le rapporteur : de Folleville, Martineau, Boutteville-Dumetz (*ibid.*); — discussion immédiate : de Delley, Dupont (*de Nemours*), de Delley, Ramel-Nogaret, de La Rochefoucauld, de Custine, Røederer, Sallé de Choux, Røederer, Foucault, Røederer, Goupil, Røederer, de Rochebrune, Røederer, Sallé de Choux, de Folleville, Pison du Galand (*idem*, p. 91 et suiv.); — nouveau projet de décret présenté par La Rochefoucauld (16 mars, p. 131); — discussion : Aubry-du-Bochet, d'Allardo, de Delley, Gaultier-Biauzat, Røederer, Gaultier-Biauzat, d'André, de Delley, de Montlosier, Rewbell, Mirabeau, Defermon (16 mars, p. 131 et suiv.); — adoption de l'art. 1^{er} (*ibid.* p. 136); — art. 2 : Gombert, de Montlosier, Le Bois-Desguays, de Delley (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 138); — art. 3 : d'Estourmel (*ibid.*); — nouvelle rédaction de cet article et de l'art. 4, présentée par La Rochefoucauld : Aubry-du-Bochet, de Delley, Goupil-Préfeln, Røederer, de Folleville, Ramel-Nogaret, un membre, Defermon, de Montlosier, Foucault (17 mars, p. 143 et suiv.); — adoption de l'art. 3 (*ibid.* p. 148); — rejet d'un amendement de Dufraisse-Duchey à l'art. 4 (*ibid.*); — adoption de cet article (*ibid.*); — art. 5 et 6 : Legrand, de Folleville, Dosfant, Defermon, de Lachèze, Ramel-Nogaret, Boissy-d'Anglas, Malès, Røederer, de Custine, Røederer, Sallé de Choux, Gaultier-Biauzat, Dupont, de Tracy, de Folleville, Dauchy, Murinais, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), de Folleville, Gaultier-Biauzat (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendements (*ibid.* p. 150); — art. 7 : de Folleville, Røederer (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 151); — art. 8 : Ramel-Nogaret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — Articles additionnels présentés par Custine (18 mars, p. 180); — renvoi au comité de l'imposition (*ibid.*); — Autres articles additionnels (30 mars, p. 465); — discussion : Germain, Defermon (*ibid.* p. 466); — adoption (*ibid.*).

CONTRIBUTION PATRIOTIQUE. Etat de situation au 28 février dernier, présenté par Lecouteux de Canteleu (10 mars 1791, t. XXIV, p. 3 et suiv.); — mesure proposée par le rapporteur pour l'exécution du paiement de la contribution patriotique (*ibid.* p. 8); — autre mesure présentée par d'André et adoptée (*ibid.*).

CORPS ADMINISTRATIFS. Débat soulevé par d'André au sujet de deux art. ajournés : Mirabeau, d'André, Mirabeau, d'André, Mirabeau, Buzot, de Delley, Thourret, Martineau (11 mars 1791, p. 31 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 32); — présentation par Dèmeunier de 10 art. remplaçant les art. 19, 22 et 23 renvoyés au comité de Constitution (13 mars, p. 70 et suiv.); — discussion : Pétion de Villeneuve, Dèmeunier, Pétion de Villeneuve, Alexandre de Lameth, Le Chapelier, Robespierre, Lanjuinais, Dupont, Lanjuinais, Garat aîné (*ibid.* p. 71 et suiv.); — Goupil, Dèmeunier, Dupont, Dèmeunier, Dupont, Dèmeunier, de Noailles, Dèmeunier, Dupont, d'André, Le Chapelier, un membre, d'André (14 mars, p. 74 et suiv.); — art. 1^{er} : Dupont, Lanjuinais, Tronchet, Dèmeunier, Tuaut de La Bouverie, de Custine, Pétion, Dèmeunier, abbé Dillon (*ibid.* p. 78); — adoption (*ibid.* et p. suiv.); — art. 3 et 4 : adoption (*ibid.* p. 79); — art. 5 : Dupont, Dèmeunier (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 6, 7 et 8 : adoption (*ibid.*); — art. 9 : Dupont, Le Chapelier, Charles de Lameth, Dupont, Dèmeunier, Ramel-Nogaret, Tronchet, Dèmeunier, d'André, Lanjuinais, Malès, un membre (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 81); — art. 10 : Boutteville-Dumetz, Fréteau (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — adoption de modifications apportées aux art. 4 et 9 (15 mars, p. 88 et suiv.).

CORVÉE. Projet de décret présenté par Lebrun, au nom du comité des finances, et tendant à l'abolition de toute corvée en nature (30 mars 1791, t. XXIV, p. 464); — discussion : Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Defermon, de Montesquiou, La Rochefoucauld-Liancourt, d'Estourmel, Lebrun, Dèmeunier, La

Rochefoucauld-Liancourt (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 465).

COSTUMES RELIGIEUX. Interprétation erronée de la loi du 14 octobre dernier, signalée par Bouche (11 mars 1791, t. XXIV, p. 30); — discussion sur un projet de décret présenté par lui : Merlin, Bouche, Durand-Maillane, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.*); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 31).

CORTIN, député du tiers état de la sénéchaussée de Nantes. Parle sur une lettre du directoire de Paris concernant des arrestations (t. XXIV, p. 65).

COUR NATIONALE (Haute). Art. 12 à 16 : adoption (31 mars 1791, t. XXIV, p. 480); — art. 17 : de Folleville, Le Chapelier, de Folleville, Le Chapelier (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 18 : Le Bois-Desguays, de Delley, Le Chapelier, un membre, Ramel-Nogaret, Le Chapelier, de Delley, Le Chapelier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 481); — de Folleville, Murinais, Le Chapelier (*ibid.*); — adoption de l'article 19 avec amendement (*ibid.*); — art. 20 et 21 : adoption (*ibid.*); — art. 22 : Gaultier-Biauzat, Le Chapelier, Goupil, Le Chapelier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 482); — art. 23 : adoption (*ibid.*).

COUTURIER (Abbé), député du clergé du bailliage de Chatillon-sur-Seine. Parle sur les monnaies (t. XXIV, p. 680).

CRILLON (De) jeune, député de la noblesse du bailliage de Beauvais. Demande pour Desilles les honneurs réservés aux grands hommes (t. XXIV, p. 543), (p. 544). — Fait décréter que les directoires de départements seront tenus de faire connaître au comité d'aliénation la valeur des domaines nationaux qui sont le gage des assignats (p. 719).

CURT (De), député de la Guadeloupe. Fait un rapport sur les biens affectés et à affecter à la marine (t. XXIV, p. 39 et suiv.); — sur les officiers dont les places ont été supprimées par le décret du 7 janvier 1791 (p. 74). — Relève des inculpations au sujet du décret du 15 mars (p. 138). — Présente un projet de décret sur le remboursement de la dette de l'Etat (p. 527). — Fait un rapport (*ibid.* et suiv.). — Parle sur les colonies (p. 595 et suiv.), (p. 596).

CUSTINE (De), député de la noblesse du bailliage de Metz. Parle sur les corps administratifs (t. XXIV, p. 78), — sur les contributions (p. 93), (p. 149); — présente des articles additionnels au décret sur les contributions (p. 180), — sur les invalides (p. 311 et suiv.), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 436), (p. 443).

D

DARNAUDAT, député du tiers état du Béarn. Parle sur les successions *ab intestat* (t. XXIV, p. 45 et suiv.), (p. 48), — sur les invalides (p. 358).

DAUCHY, député du tiers état du bailliage de Clermont en Beauvoisis. Présente un projet de décret sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (t. XXIV, p. 32 et suiv.); — le défend (p. 33 et suiv.), (p. 34), (p. 35). — Parle sur les contributions (p. 150).

DEDELAY. Voir *Delley (De)*.

DEFERMON, député du tiers état de la sénéchaussée de

- Rennes. Parle sur une réclamation de Dortan contre la garde nationale (t. XXIV, p. 83), — sur les contributions (p. 135), — sur des sommes dues pour fournitures d'hôpitaux (p. 143), — sur les contributions (p. 148), — sur une réclamation de deux prisonniers (p. 181), (p. 182), — sur les baux emphytéotiques (p. 198 et suiv.), (p. 199), — sur une proposition relative à la sûreté de la frontière (p. 257), — sur les agents de change (p. 405), — sur la corvée (p. 464), — sur les contributions (p. 466), — sur les successions (p. 497), (p. 501) — sur la transformation de l'église Sainte-Geneviève (p. 537), — sur les brevets d'invention (p. 633), — sur la marine (p. 645), — sur l'organisation du ministère (p. 692).
- DELANDINE**, député du tiers état du bailliage du Forez. Parle sur les mines (t. XXIV, p. 246 et suiv.), (p. 415 et suiv.), (p. 416), (p. 418).
- DELAUVIGNE**, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 14), — sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (p. 34), (p. 36), (p. 37), — sur le Clermontois (p. 127), — sur les offices (p. 401, et suiv.), — sur les maîtrises (p. 422), — sur les tribunaux criminels (p. 467), — sur une visite à deux prisonniers (p. 478), — sur les brevets d'invention (p. 483), — sur l'organisation du ministère (p. 655), (p. 694), — sur les créances sur les établissements supprimés (p. 735), (p. 736); — présente un article additionnel au projet de décret relatif à ces créances (p. 737).
- DELESSART**, ministre de l'intérieur. Voir **LESSART** (De).
- DELLEY** (De), député de la noblesse du Dauphiné. Demande qu'on s'occupe au plus tôt des successions *ab intestat* (t. XXIV, p. 32). — Parle sur les contributions foncière et mobilière (p. 91 et suiv.), (p. 93), (p. 132 et suiv.), (p. 135), (p. 138), (p. 146 et suiv.); — sur les baux emphytéotiques et par anticipation (p. 202), — sur les mines (p. 238 et suiv.), — sur les foires (p. 479), — sur la haute cour nationale (p. 481).
- DÉMEUNIER**, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 11 et suiv.), (p. 16), — Présente de nouveaux art. sur les corps administratifs (p. 70 et suiv.); — les défend (p. 71), (p. 73), (p. 76), (p. 77), (p. 78), (p. 79), (p. 80). — Parle sur la régence (p. 335), (p. 339), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 436), (p. 437), (p. 438), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 449), (p. 450), — sur la corvée (p. 465), — sur les tribunaux criminels (p. 468), — sur les successions (p. 570). — Fait un nouveau rapport sur l'organisation du ministère (p. 602 et suiv.); — le défend (p. 614), (p. 627), (p. 628), (p. 629 et suiv.), (p. 630), (p. 650 et suiv.), (p. 654), (p. 655), (p. 656), (p. 657), (p. 661), (p. 664), (p. 672), (p. 691 et suiv.), (p. 692 et suiv.), (p. 695), (p. 697), (p. 699), (p. 700), (p. 701 et suiv.), (p. 704).
- DÉMISSION**. L'Assemblée refuse la démission de François d'Escars, député de la noblesse de la sénéchaussée de Châtelleraut, adressée aux membres de la noblesse de cette sénéchaussée (23 mars 1791, t. XXIV, p. 290).
- DENRÉES COLONIALES**. Rapport par Roussillon, au nom du comité d'agriculture et de commerce, sur les droits à imposer sur ces denrées (18 mars 1791, t. XXIV, p. 182 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 185 et suiv.); — discussion : Chabert de la Charrière (*ibid.* p. 186); — adoption des art. 1 et 2 (*ibid.*); — art. 4 : Moreau de Saint-Méry, Roussillon, Begouen, plusieurs membres (*ibid.* p. 187); — adoption (*ibid.*); — art. 4 : adoption (*ibid.*); — art. 5 : Dillon, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), d'André, Nairac, de Richier, Roussillon (*ibid.*); — adoption (*ibid.* p. 188); — articles 6-10 : adoption (*ibid.*); — art. 11 : Martineau, Merlin (*ibid.*); — ajournement (*ibid.*); — art. 12-14 : adoption (*ibid.*); — projet de tarif : adoption (*ibid.* et p. suiv.); — insertion au procès-verbal d'une observation de Roussillon sur l'abaissement des droits d'entrée (19 mars, p. 191); — addition à l'art. 13 proposée par Roussillon (26 mars, p. 380); — adoption (*ibid.*).
- DÉPENSES**. Motions de Mirabeau et de Le Chapelier tendant à faire décider que toute demande d'argent pour dépenses courantes ne pourra être présentée qu'après impression et distribution trois jours d'avance (12 mars 1791, t. XXIV, p. 44); — art. additionnel proposé par Lanjuinais (13 mars, p. 65); — discussion : Lebrun Camus, Lebrun (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).
- DÉPÔTS DE MENDICITÉ**. Voir *Assistance publique*.
- DÉPUTÉS**. Voir *Fonctions*. — *Sollicitations*.
- DESCHAMPS**, député de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon. Rappelé de congé (t. XXIV, p. 505 et suiv.); — réclame contre l'ordre de rappel (p. 722).
- DESILLES**. De Crillon jeune demande pour Desilles les honneurs réservés aux grands hommes (t. XXIV p. 543), (p. 544).
- DESPATYS DE COURTEILLES**, député du tiers état du bailliage de Melun. Parle sur les baux emphytéotiques (t. XXIV, p. 199), — sur les dettes des pays d'états (p. 718), — sur les curés supprimés (p. 721), (p. 722).
- DES ROYES** (Comte), député de la noblesse de la sénéchaussée du Haut-Limousin. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 50).
- DETTE DE L'ÉTAT**. Rapport par Camus sur les moyens d'accélérer la liquidation, notamment à l'égard des personnes attachées au service du roi, entrepreneurs, fournisseurs et ouvriers (22 mars 1791, t. XXIV, p. 292 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 285 et suiv.).
- DETTES DES PAYS D'ÉTATS**. Rapport par Garesché au nom du comité des finances (12 avril 1791, t. XXIV, p. 709 et suiv.); — texte du projet de décret (*ibid.* p. 716 et suiv.); — discussion : art. 1^{er} : Legrand, Bouche, Boissy-d'Anglas, de Saint-Martin, d'André (*ibid.* p. 717); — adoption (*ibid.*); — art. 2 et 3 : Ramel-Nogaret, Vernier, Buzot, d'Estourmel (*ibid.* et p. suiv.); — réunion en un seul des art. 2 et 3 et adoption (*ibid.* p. 718); — adoption de l'art. 3 (art. 4 du projet) (*ibid.*); — art. 4 (art. 5 du projet) : Despatys de Courteilles (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 5 et 6 (art. 6 et 7 du projet) : adoption (*ibid.*); — observations : d'André, Garesché, rapporteur, Castellanet, de Folleville, Sinéty, Martineau, de Lachèze, Latteux (*ibid.* et suiv.); — renvoi au comité des finances (*ibid.* p. 719).
- DILLON** (Abbé), député du clergé de la sénéchaussée de Poitou. Parle sur les corps administratifs (t. XXIV, p. 78).
- DILLON** (Arthur), député de la Martinique. Parle sur les denrées coloniales (t. XXIV, p. 187), — sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 491), (p. 596), — sur les militaires membres de l'Assemblée (p. 646).
- DIONIS DU SÉJOUR**, député de la noblesse de la ville de Paris. Parle sur les brevets d'invention (t. XXIV, p. 462), (p. 482), (p. 633), — sur les Quinze-Vingts (p. 636).
- DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT DE PARIS**. Lettre écrite en son nom au sujet des personnes arrêtées aux Tuileries le 28 février dernier (12 mars 1791, t. XXIV, p. 50); — ordre du jour (*ibid.*); — d'André demande que l'ordre du jour soit motivé sur l'incompétence

- de l'Assemblée (13 mars, p. 65); — discussion : plusieurs membres, Mirabeau, Cottin (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).
- DOMAINES CONGÉABLES. Observations y relatives de la Société royale d'agriculture (17 mars 1791, t. XXIV, p. 167 et suiv.).
- DONS PATRIOTIQUES. Adoption d'une motion de Bouche prescrivant aux trésoriers des dons patriotiques de rendre leur compte dans le délai de quinzaine (17 mars 1791, t. XXIV, p. 142).
- DORTAN (De), député de la noblesse du bailliage de Dôle. Se plaint de ce que les ecclésiastiques de la Franche-Comté sont astreints au service de la garde nationale (t. XXIV, p. 83).
- DOSFANT, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 148), — sur une réclamation de deux prisonniers (p. 181).
- DOUAI. Voir *Troubles*.
- DOUANES. Décret rendant exécutoire au 15 avril prochain le décret des 13 janvier, 1^{er} février et 2 mars sur le tarif général des droits (25 mars 1791, t. XXIV, p. 366).
- DROIT DE TESTER. Opinion, non prononcée, de Dupont (*de Nemours*) (4 avril 1791, t. XXIV, p. 554 et suiv.).
- DUBOIS-CRANCÉ, député du tiers état du bailliage de Vitry-le-François. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 48), — sur le Clermontois (p. 124). — Fait un rapport sur les invalides (p. 309 et suiv.); — le défend (p. 363), (p. 364). — Parle sur une pétition d'invalides (p. 485), — sur la mort de Mirabeau (p. 506), — sur le ministre de la marine (p. 674).
- DU CHATELET, député de la noblesse du bailliage de Bar-le-Duc. Parle sur les invalides (t. XXIV, p. 358).
- DUFRAISSE-DUCHEY, député du tiers état de la sénéchaussée de Riom. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 148), — sur les troubles du Mâconnais (p. 288).
- DUPONT, député du tiers état du bailliage de Nemours. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 12), — sur les successions (p. 47), (p. 48), — sur les contributions foncière et mobilière (p. 92 et suiv.), (p. 150), — sur les troubles de Douai (p. 255), — sur la régence (p. 263), — sur les mines (p. 409 et suiv.), (p. 411). — Fait un rapport sur les soins des villes et des hôpitaux (p. 445 et suiv.); — le défend (p. 449). — Parle sur la proposition relative à la transformation de l'église Sainte-Geneviève (p. 537). — Son opinion, non prononcée, sur le droit de tester (p. 554 et suiv.), — sur l'organisation du ministère (p. 691).
- DUPORT, député de la noblesse de la ville de Paris. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 14 et suiv.), (p. 15), (p. 16), — sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dîme (p. 36), — sur l'envoi de deux arrêtés de la commune de Paris (p. 38). — Présente un projet de décret sur la formation d'un tribunal spécial (p. 67). — Parle sur les corps administratifs (p. 73), (p. 76), (p. 77), (p. 78), (p. 79), (p. 80), — sur le Trésor public (p. 191), — sur la régence (p. 302), (p. 332 et suiv.), (p. 374), (p. 372), (p. 373). — Fait un rapport sur l'élection des membres des tribunaux criminels (p. 466); — présente un projet de décret (p. 467). — Présente un article additionnel au décret sur l'organisation de la justice criminelle (*ibid.*); — le défend (p. 468), (p. 469). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 654 et suiv.).

DUPORTAIL, ministre de la guerre. Demande par lettre qu'il soit sursis à la vente des couvents pouvant être convertis en casernes (t. XXIV, p. 144). — Fixe l'état des forces militaires dans le Haut et Bas-Rhin (p. 299). — Informe l'Assemblée de la révolte du 67^e régiment (p. 723).

DUPORT-DUTERTRE, ministre de la justice. Ecrit à l'Assemblée au sujet des commissaires envoyés à Aix pour y rétablir la tranquillité (t. XXIV, p. 189).

DUQUESNOY, député du tiers état du bailliage de Bar-le-Duc. Parle sur l'envoi de deux arrêtés de la commune de Paris (t. XXIV, p. 38), — sur le ministre de la marine (p. 675).

DURAND-MAILLANE, député du tiers état de la sénéchaussée d'Arles. Parle sur les costumes religieux (t. XXIV, p. 30), — sur une distribution d'armes (p. 69).

DUVAL d'ÉPRÉMESNIL, député de la noblesse de Paris-hors-les-murs. Parle sur la résidence des fonctionnaires publics (t. XXIV, p. 390 et suiv.), (p. 392), (p. 424), (p. 437 et suiv.), (p. 438).

E

ÉCOLES. Députation des maîtres et des maîtresses des petites écoles de Paris venant offrir leurs hommages à l'Assemblée (19 mars 1791, t. XXIV, p. 203 et suiv.); — réponse de Montesquieu, Président (*ibid.*, p. 204); — impression des deux discours (*ibid.*).

Hommage fait par Alexandre de Beauharnais, au nom de l'auteur, Léonard Bourdon, d'un ouvrage tendant à un essai d'école publique établie suivant les principes de la nouvelle Constitution (1^{er} avril 1791, t. XXIV, p. 493); — renvoi au comité de Constitution (*ibid.*).

ÉLECTIONS DES ÈVÈQUES ET DES CURÉS. Robinet, curé de Saint-Savinien-du-Pont, nommé évêque de Saintes, en remplacement de La Rochefoucauld (10 février 1791, t. XXIV, p. 2). — Coz, principal du collège de Quimper, nommé évêque métropolitain du Nord-Ouest (*ibid.*, p. 17). — Brendel, prêtre et professeur en droit, nommé évêque du Bas-Rhin (11 mars, p. 35). — Ponderoux, curé de Saint-Pons, nommé évêque de l'Hérault (*ibid.*, p. 36). — Delcher, curé de Saint-Pierre de la ville de Brioude, nommé évêque de la Haute-Loire (12 mars, p. 51). — Cenadon, bénédictin, nommé évêque des Basses-Pyrénées (*ibid.*) — Gobel, évêque de Lydda, nommé évêque de Paris, de Colmar et de Langres (14 mars, p. 74 et suiv.). — Jean Servan, supérieur de l'oratoire de Saumur, nommé évêque de la Vendée (*ibid.*, p. 82). — Mathieu Joubert, curé de Saint-Martin, nommé évêque d'Angoulême, en remplacement de d'Albignac-Castelnau ayant refusé le serment (17 mars, p. 151). — Desbois, curé de Saint-André-des-Arts, nommé évêque du département de la Somme (*ibid.*). — Julien Millet nommé évêque du département de la Loire-Inférieure (*ibid.*) — De Bezaucelle, doyen du ci-devant chapitre de la cité de Carcassonne, nommé évêque du département de l'Aude (18 mars, p. 181). — Thibault, curé de Souppes, et membre de l'Assemblée, nommé évêque du département du Cantal (*ibid.*). — Pierre Suzor, un des curés du district de Loches, élu évêque d'Indre-et-Loire (18 mars, p. 189). — Coz, principal du collège de Quimper, élu évêque métropolitain du Nord-Ouest (*ibid.*). — Jacob, recteur de Lannebert, élu évêque des Côtes-du-Nord en remplacement du titulaire, qui a refusé le serment (19 mars, p. 203). — Diot, curé de Vendresse, élu évêque de la Marne (20 mars, p. 221). — Châtelain, ancien chanoine de la collégiale de Saint-Gengout de Toul, élu évêque de

la Meurthe (*ibid.*). — Election d'un évêque dans le département de l'Aude (22 mars, p. 280). — L'abbé Charrier, député, élu évêque de la Seine-Inférieure (22 mars, p. 290). — Gervais, curé de Saint-Pierre de Caen, élu évêque du Calvados (23 mars, p. 290). — Flavigny, curé de Vesoul, élu évêque de la Haute-Saône (*ibid.*). — Cazeneuve, chanoine épiscopal du département des Hautes-Alpes, élu évêque de ce département (24 mars, p. 338).

Lettre du maire de Paris (Bailly) demandant l'admission à la barre de députés du corps municipal chargés d'inviter l'Assemblée nationale à la cérémonie de l'installation de l'évêque de Paris (25 mars p. 368); — Regnault appuie cette demande (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — députés désignés pour assister à la cérémonie (26 mars, p. 380).

Gausserand, curé de Rivière, élu évêque d'Alby (27 mars, p. 404). — Villars, principal au collège de La Flèche, élu évêque du département de la Mayenne (*ibid.*). — Primat, curé de la paroisse de Saint-Jacques à Douai, élu évêque du département du Nord (31 mars, p. 477). — Vollus élu évêque du département de la Côte-d'Or (*ibid.* p. 484). — Sibille, curé de Troyes, élu évêque de l'Aube (1^{er} avril, p. 501). — Wandelin-court, curé de Plaurrupt, élu évêque de la Haute-Marne (*ibid.*). — Masle, curé d'Herbignac, élu évêque du Morbihan (*ibid.* p. 502). — De Berthier, supérieur du séminaire de Rodez, élu évêque du département de l'Aveyron (2 avril, p. 515). — Hyacinthe Sermet, prédicateur, élu évêque de la Haute-Garonne (5 avril, p. 577). — Arbogart-Martin, sous-principal du collège de Colmar, élu évêque du département du Haut-Rhin (*ibid.*). — Pacareau, ci-devant chanoine de Saint-André, élu évêque du sud-ouest (*ibid.* et p. suiv.). — Moulinier, prêtre de la doctrine chrétienne, élu évêque du Sud-Ouest (*ibid.* p. 578). — Moïse, professeur de théologie, élu évêque du Jura (7 avril, p. 631). — Villeneuve, curé de Valensolle, élu évêque des Basses-Alpes (8 avril, p. 675). — Pontard, curé de Sariat, élu évêque de la Dordogne (9 avril, p. 682). — Font, curé de Serres, élu évêque de l'Ariège (12 avril, p. 722 et suiv.).

EMMERY, député du tiers état du bailliage de Metz. Présente un projet de décret sur le marché des fournitures de vivres et de fourrages à faire aux troupes (t. XXIV, p. 192). — Parle sur les invalides (p. 362 et suiv.), — sur les brevets d'invention (p. 462). — Présente un projet de décret sur les fournitures dans les garnisons (p. 469); — le défend (p. 470). — Parle sur les colonies (p. 491), — sur l'intervention du président dans les discussions sur les successions (p. 542).

ENFANTS TROUVÉS. Voy. *Assistance publique*.

ESCARS (François d'), député de la noblesse de la sénéchaussée de Châtelleraut. Envoie sa démission qui est refusée (t. XXIV, p. 290).

ESTAGNIOL (D'), député de la noblesse du bailliage de Sedan. Fait une proposition sur les congés militaires (t. XXIV, p. 30).

ESTOURMEL (D'), député de la noblesse du Cambresis. Parle sur l'affaire du Clermontois (t. XXIV, p. 54 et suiv.), (p. 127), — sur les contributions (p. 138), — sur les troubles de Douai (p. 194), (p. 253 et suiv.), — sur l'absence du maréchal de Broglie (p. 327). — Son opinion, non prononcée, sur les invalides (p. 364 et suiv.). — Sa motion tendant à l'augmentation de la pension de Fabry de Fabrègues, lieutenant général des armées navales (p. 366). — Parle sur la régence (p. 372), — sur les boissons (p. 424), — sur les fonctionnaires publics (p. 437), — sur la corvée (p. 465), — sur le projet de décret concernant l'église Sainte-Geneviève (p. 543), — sur l'organisation du ministère (p. 698 et suiv.), — sur le traitement des ministres (p. 705), — sur les dettes des pays d'Etats (p. 717 et suiv.).

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS. Rapport par La Rochefoucauld-Liancourt sur leur situation (5 avril 1791,

t. XXIV, p. 560 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 561); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 562).

EVÊQUES ET CURÉS. — Voir *Élections*.

EXPORTATION. Adoption d'un projet de décret présenté par Defermons sur l'exportation des tabacs (27 mars 1791, t. XXIV, p. 409).

F

FAUCIGNY-LUCINGE (Comte de), député suppléant, de la noblesse du bailliage de Bourg-en-Bresse. Parle sur le traitement des ministres (t. XXIV, p. 705).

FAYDEL, député du tiers état de la sénéchaussée du Quercy. Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (t. XXIV, p. 17 et suiv.), — sur la garde du roi mineur (p. 389).

FERME ET RÉGIE. Adoption des articles qui restaient à voter sur leur suppression (20 mars 1791, t. XXIV, p. 222 et suiv.); — projet de décret sur le recouvrement de ce qui leur est dû, présenté par Rœderer (31 mars, p. 473); — adoption (*ibid.*).

FLEURIEU (De), ministre de la marine. Ecrit au Président pour donner des explications au sujet de l'exécution du décret du 10 mars 1791 (t. XXIV, p. 203), — pour répondre à une dénonciation (p. 672), — pour donner des éclaircissements sur un fonds annuel affecté au conseil de la marine (*ibid.* et p. suiv.).

FOIRES ET MARCHÉS. Projet de décret autorisant les villes à en établir à volonté (31 mars 1791, t. XXIV, p. 479); — discussion : de Folleville, Prieur, de Delley, Martineau, Goupil, Le Chapelier, Chabroud (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce et de Constitution réunis (*ibid.* p. 480).

FOLLEVILLE (De), député de la noblesse du bailliage de Péronne. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 13 et suiv.), — sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dîme (p. 34), — sur des résiliations de baux (p. 66), — sur les contributions (p. 94), — sur le Clermontois (p. 127), — sur les maîtres de postes (p. 130), — sur les contributions (p. 147), (p. 148), (p. 150 et suiv.), — sur l'élargissement du curé-maire d'Issy-l'Évêque (p. 156), — sur le Trésor public (p. 190). — Propose un article additionnel au décret sur les troubles du Mâconnais (p. 288); — rappelé à l'ordre (*ibid.*). — Parle sur la régence (p. 335), — sur la garde du roi (p. 376), — sur l'enceinte de Paris (p. 387), — sur les assignats (p. 475), — sur la haute cour nationale (p. 480), (p. 481), — sur les invalides (p. 485), — sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 490). — Rend compte d'une mission dont il a été chargé avec trois commissaires au sujet de la fabrication des 400 premiers millions d'assignats (p. 492). — Parle sur les successions (p. 601), — sur l'avancement des militaires appartenant à l'Assemblée (p. 623), — sur les brevets d'invention (p. 633), — sur le ministre de la marine (p. 674), — sur l'organisation du ministère (p. 702); — sur les dettes des pays d'états (p. 718 et suiv.); — sur les créances sur les établissements supprimés (p. 734 et suiv.), (p. 735), (p. 736), (p. 737).

FONCTIONNAIRES PUBLICS. Projet de décret présenté par Bouche, tendant à faire adresser dans trois jours à l'Assemblée nationale l'état des remplacements des fonctionnaires publics absents (10 mars 1791, t. XXIV, p. 1); — adoption (*ibid.*).

Proposition de Voidel tendant à enlever son titre au maréchal de Broglie, en raison d'une lettre écrite, par lui (24 mars, p. 326); — discussion : Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), de Pardieu, Prieur, d'Estournel (*ibid.* et p. suiv.) — ajournement à quinzaine (*ibid.* p. 327).

Projet de décret sur la résidence des fonctionnaires publics présenté par Thouret (26 mars, p. 390); — discussion : Duval d'Eprèmesnil Thouret, de Cazalès, Duval d'Eprèmesnil, Pétion, Alexandre de Lameth (*ibid.* et p. suiv.); — art. 1^{er} : Foucault, de Montlosier, Duval d'Eprèmesnil, Thouret, Duval d'Eprèmesnil, de Montlosier (28 mars, p. 424); — adoption (*ibid.*); — art. 2 : Adoption (*ibid.*); — art. 3 et 8 : Duval d'Eprèmesnil, de Cazalès, Thouret, de Cazalès, Charles de Lameth, abbé Maury, de Cazalès, de Jessé, Madiet de Montjau, de Jessé, de Cazalès, de Jessé, Lucas, Thouret, Gourdan, Tuaut de la Bouverie, Rewbell, Foucault, Rewbell, de Custine, Dèmeunier, Charles de Lameth, Thouret, de Cazalès, d'Estournel, Dèmeunier (*ibid.* p. 424 et suiv.); — adoption de l'art. 3 (*ibid.* p. 437); — art. 8 : Foucault, Duval d'Eprèmesnil, Rewbell, Duval d'Eprèmesnil, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Duval d'Eprèmesnil, de Jessé, de Montlosier, Dèmeunier, La Rochefoucauld (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.*); — l'Assemblée charge son comité de Constitution de lui présenter un mode d'exécution de cet art. (*ibid.* p. 438); — Opinion, non prononcée, de Malouet (*ibid.* et p. suiv.) — Protestation de la droite de l'Assemblée (p. 439 et suiv.). — Observations de Custine sur le procès-verbal (29 mars, p. 443); — réponse de Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.*); — adoption du procès-verbal (*ibid.*); — art. 4, 5, 6 et 7 : adoption (*ibid.* p. 451); — art. 9 : de Foucault, Sallé de Choux (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 10, 11 et 12 : adoption (*ibid.*); — art. additionnel devant être placé entre les art. 6. et 7 : Adoption (*ibid.*). — Protestation et démission de Grosbois (p. 470 et suiv.).

FONCTIONS. Motion de Robespierre, tendant à faire décréter qu'aucun membre de l'Assemblée nationale ne pourra être promu au ministère, ni recevoir aucunes places, dons, etc., pendant 4 ans, après la fin de l'exercice de ses fonctions (7 avril 1791, t. XXIV, p. 621); — discussion : Bouche, d'André, Garat l'ainé, Pétion, de Tracy, Briois-Beaumetz, de Tracy, Briois-Beaumetz, Garat aîné, Røederer, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Charles de Lameth, Robespierre, de Folleville, Røederer, de Folleville, d'André, de Folleville, Legrand, de Noailles (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de la motion de Robespierre modifiée (*ibid.*, p. 623); — amendement de Bouche étendant les prohibitions aux membres des législatures à venir, aux membres des tribunaux de cassation et aux jurés de la haute cour nationale (*ibid.*); — discussion : Le Chapelier, Barnave, Le Chapelier, Lepelletier Saint-Fargeau, de Menouville, d'André, Le Chapelier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec addition de Barnave (*ibid.*, p. 624); — adoption d'une rédaction comprenant le tout (*ibid.*); — addition d'un article proposé par Arthur Dillon sur les militaires membres de l'Assemblée (8 avril, p. 646).

Motion de Regnaud (*de Saint-Jean d'Angély*) tendant à étendre aux emplois civils l'exception faite pour les grades militaires déferés à l'ancienneté aux députés sortants (10 avril, p. 683); — observations : Le Bois-Desguais (*ibid.*).

FORCES DU ROYAUME. Lettre du ministre de la guerre (Duportail) sur leur situation (26 mars 1791, t. XXIV, p. 398 et suiv.).

FOUCAULT (De), député de la noblesse de la sénéchaussée du Périgord. Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (t. XXIV, p. 21 et suiv.), (p. 22). — Se plaint d'avoir été appréhendé au corps par la garde nationale (p. 53 et suiv.). — Parle sur les contributions (p. 93 et suiv.), — sur le Clermontois (p. 128), — sur les contributions (p. 148), — sur les troubles de Douai (p. 236), — sur la régence (p. 279), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 424), (p. 436), (p. 437), (p. 438), — sur les besoins des villes et des

hospitaux (p. 450), — sur les fonctionnaires publics (p. 451), — sur les demandes de congé (p. 540), (p. 541).

FRANCOVILLE, député du tiers état du bailliage de Calais et Ardres. Parle sur les maîtres de postes (t. XXIV, p. 130).

FRÉTEAU, député de la noblesse du bailliage de Melun. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 15), — sur la formation d'un tribunal spécial (p. 68), — sur les corps administratifs (p. 81). — Propose des rectifications au décret du 17 mars 1791 sur le remboursement des offices (p. 179 et suiv.).

G

GARAT, aîné, député du tiers état du bailliage de Labour. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 46), (p. 50), — sur les corps administratifs (p. 73), — sur la régence (p. 371), (p. 372), — sur les successions (p. 497), (p. 501), (p. 508), — sur des prohibitions de fonctions (p. 621), (p. 622), (p. 624), — sur l'organisation du ministère (p. 630), (p. 654), (p. 656), — sur le ministre de la marine (p. 673); — sur le traitement des ministres (p. 703).

GARDE DU ROI MINEUR. Projet de décret présenté par Thouret (25 mars 1791, t. XXIV, p. 375); — art. 1^{er} : adoption (*ibid.* p. 376); — art. 2 : Sallé de Choux, Thouret, Voidel, Tuaut de la Bouverie, de La Galignonnière, Thouret, Tuaut de la Bouverie, Thouret, Barnave, de Folleville, Thouret (*ibid.*); — adoption de la première partie et ajournement de la seconde (*ibid.*); — nouvelle rédaction de la seconde partie de l'art. 2, proposée par Thouret (26 mars, p. 388); — discussion : Thévenot de Maroise, Martineau, Le Bois-Desguais, Tuaut de La Bouverie, Blin, Thouret, de Cazalès, Rewbell, Barnave, Thouret (*ibid.* p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 389); — addition proposée par Thouret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 3 : adoption (*ibid.*); — art. 4 : Faydel, Thouret, Goupil (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 5 : adoption (*ibid.* et p. suiv.); — art. 6 : adoption (*ibid.* p. 390).

GARDE NATIONALE. Foucault se plaint d'avoir été appréhendé au corps, aux Tuileries, par la garde nationale (12 mars 1791, t. XXIV, p. 53 et suiv.); — discussion : Barnave, Charles de Lameth, Morel, Foucault (*ibid.* p. 54); — ordre du jour (*ibid.*).

Réclamation de Dortan contre les gardes nationaux de la Franche-Comté astreignant les ecclésiastiques au service de la garde nationale (15 mars, p. 83); — Deferron objecte que les ecclésiastiques doivent s'adresser aux corps administratifs (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.*); — protestation des gardes nationales de la ville de Dôle contre l'accusation dont elles ont été l'objet (19 mars, p. 203).

GARESCHÉ, député du tiers état de la sénéchaussée de Saintes. Fait un rapport au nom du comité des finances sur les dettes des pays d'états (t. XXIV, p. 709 et suiv.).

GAULTIER-BIAUZAT, député du tiers état de la sénéchaussée de Clermont en Auvergne. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 50), — sur les maîtres de postes (p. 130), — sur les contributions (p. 134 et suiv.). — Fait une motion sur la capitation et les droits de vingtièmes (p. 142). — Parle sur les contributions (p. 149), (p. 150), — sur les troubles de Douai (p. 213), — sur les tribunaux criminels (p. 468 et suiv.), — sur la haute cour nationale (p. 481), — sur les brevets d'invention (p. 483), — sur les troubles de Nîmes

- et d'Uzès (p. 523), — sur les demandes de congé (p. 540), — sur le convoi de Mirabeau (p. 543), — sur l'organisation du ministère (p. 629), — sur les Quinze-Vingts (p. 636), — sur la marine (p. 645), — sur l'organisation du ministère (p. 654), — sur le ministre de la marine (p. 674), — sur la nomination de deux commissaires chargés d'assister à l'installation du tribunal de cassation (p. 695), — sur l'organisation du ministère (p. 697), (p. 698), — sur les curés supprimés (p. 722).
- GAUSSERAND (Abbé), député du clergé de la sénéchaussée de Toulouse. Elu évêque d'Alby (t. XXIV, p. 404).
- GENDARMERIE. Voir *Armée*.
- GEOFFROY, député du tiers état du bailliage de Charolles. Fait un second rapport sur l'affaire du Clermontois (t. XXIV, p. 22 et suiv.); — le défend (p. 126).
- GEORGES, député du tiers état du bailliage de Verdun. Parle sur les baux emphytéotiques et par anticipation (t. XXIV, p. 202).
- GERMAIN, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur la contribution mobilière (t. XXIV, p. 466).
- GILLET-JACQUEMINIÈRE, député du tiers état du bailliage de Montargis. Parle sur les baux emphytéotiques (t. XXIV, p. 199), (p. 200), — sur la perception des devoirs de Bretagne (p. 486).
- GIRAUD-DUPLESSIS, député du tiers état de la sénéchaussée de Nantes. Présente un projet de décret sur les offices supprimés (t. XXIV, p. 453).
- GOBEL, député du clergé du bailliage de Belfort et Huningue, évêque de Lydda. Nommé évêque de Paris, de Colmar et de Langres (t. XXIV, p. 74 et suiv.); — opte pour l'évêché de Paris (p. 75).
- GOMBERT, député du tiers état du bailliage de Chaumont-en-Bassigny. Parle sur une demande de pension de Latude (t. XXIV, p. 53), — sur les contributions (p. 136 et suiv.), — sur les tribunaux criminels (p. 468).
- GOSSIN, député du tiers état du bailliage de Bar-le-Duc. Présente un projet de décret sur des créations de tribunaux de commerce et la réunion de diverses municipalités (t. XXIV, p. 181). — Parle sur les appels des jugements des tribunaux de commerce (p. 325).
- GOULARD (Abbé), député du clergé du bailliage du Forez. Les administrateurs, composant le directoire du département de Rhône-et-Loire demandent la cessation de son congé employé à troubler les consciences (t. XXIV, p. 288); — il lui est enjoint de rentrer dans les 8 jours (p. 289).
- GOUPIL, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Alençon. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 47), — sur les corps administratifs (p. 75 et suiv.), — sur les contributions (p. 147), — sur les fournitures à l'armée (p. 192), — sur une pétition (p. 193), — sur les baux emphytéotiques (p. 199), (p. 200), — sur la régence (p. 327 et suiv.), (p. 372), (p. 373), — sur les poids et mesures (p. 379), — sur la garde du roi (p. 389), — sur les tribunaux criminels (p. 469), — sur les assignats (p. 474), — sur les foires (p. 479), — sur la haute cour nationale (p. 481), — sur les successions (p. 496), (p. 501), — sur les honneurs funèbres à rendre à Mirabeau (p. 536), — sur une motion de Lepelletier-Saint-Fargeau (p. 560), — sur l'organisation du ministère (p. 610 et suiv.), (p. 629).
- Secrétaire (p. 676.) — Parle sur les monnaies (p. 680), — sur l'organisation du ministère (p. 693 et suiv.), (p. 696 et suiv.), — sur le traitement des ministres (p. 708).
- GOUPILLEAU, député du tiers état de la sénéchaussée de Poitou. Parle sur la marine (t. XXIV, p. 42.)
- GOURDAN, député du tiers état du bailliage d'Amont en Franche-Comté. Parle sur la résidence des fonctionnaires publics (t. XXIV, p. 435 et suiv.).
- GOUTTES (Abbé), député du clergé de la sénéchaussée de Béziers. Parle sur un projet de décret concernant le département de la Gironde (t. XXIV, p. 367.)
- GOUY d'ARSY (De), député de la colonie de Saint-Domingue. Parle sur les colonies (t. XXIV, p. 595), p. 596.
- GRÉGOIRE, député du clergé du bailliage de Nancy. Demande l'exécution du décret affectant des maisons aux religieux qui veulent la vie commune (t. XXIV, p. 31); — un congé pour se rendre dans son diocèse et y calmer les esprits agités par les ennemis du bien public (p. 291).
- GROSBOIS (De), député de la noblesse du bailliage de Besançon. Proteste contre le décret sur la résidence des fonctionnaires publics et donne sa démission (t. XXIV, p. 470 et suiv.).
- GUILLAUME, député du tiers état de Paris-hors-les-murs. Parle sur les invalides (t. XXIV, p. 310 et suiv.), (p. 311), — sur les offices (p. 400 et suiv.).

H

HÉBRARD, député du tiers état du bailliage de Saint-Flour. Secrétaire (t. XXIV, p. 400).

HEURTAULT-LAMERVILLE, député de la noblesse du bailliage de Berry. Parle sur des mines (t. XXIV, p. 239 et suiv.), (p. 416).

HOTELS DE LA GUERRE. Projet de décret présenté par Alexandre de Beauharnais, au nom du comité militaire, portant suppression de plusieurs places inutiles (21 mars 1791, t. XXIV, p. 236 et suiv.); discussion : Martineau, Treilhard, Martineau, un membre, Camus (*ibid.* p. 237); — adoption avec amendement (*ibid.*).

HUBER, commissaire de la trésorerie. Est accusé d'agio-tage par Buzot (t. XXIV, p. 698); — écrit au président (p. 698); — lettre du sieur Clavière confirmant l'accusation (p. 698).

I

ILLE-ET-VILAINE. Voir *Troubles*.

INDEMNITÉ ÉLECTORALE. Motion de l'abbé Bourdon tendant à obtenir du comité de Constitution un rapport sur la question d'une indemnité à allouer aux électeurs (2 avril 1791, t. XXIV, p. 504 et suiv.); — discussion : Martineau, Le Chapelier (*ibid.* p. 505); — ordre du jour, sur la promesse que ce rapport sera fait dans deux ou trois jours (*ibid.*).

INDEMNITÉS AUX PROPRIÉTAIRES A RAISON DE LA DIME. Projet de loi y relatif présenté par Dauchy (11 mars 1791, t. XXIV, p. 32 et suiv.); — discussion : Tronchet, Dauchy, de Folleville, Dauchy, de Folleville, Murinais, d'Ambly, Merlin, Murinais, Merlin, Murinais, Merlin, Delavigne, Dauchy, Mougins, de Tracy, Le Chapelier (*ibid.* p. 33 et suiv.); — l'Assemblée décide qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur les quatre premiers articles (*ibid.* p. 35); — art. 5 : Tronchet, Dupont, Delavigne (*ibid.* p. 36); — adoption de l'art. amendé et devenant l'art. 1^{er} (*ibid.*); — question incidente soulevée par Tronchet (*ibid.*); — renvoi aux comités féodal, d'aliénation, d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.*); — art. 2 à 10 (anciens art. 6, 14); adoption (*ibid.* p. 37); — art. 11 (ancien art. 15): adoption avec amendement de Delavigne (*ibid.*); — art. 12 (ancien art. 16): adoption (*ibid.*); — rejet d'un article additionnel proposé par Populus (*ibid.*).

INVALIDES. Rapport par Dubois-Crancé sur le sort qu'il convient de leur faire, sur les établissements à former pour les recevoir (23 mars 1791, t. XXIV, p. 309 et suiv.); — discussion sur la question de savoir si l'on supprimera l'administration de l'hôtel des invalides; Guillaume, Montlosier, Alexandre de Lameth, Guillaume, de Custine, abbé Maury, Vernier (*ibid.* p. 310 et suiv.); — du Châtelet, Darnaudat, Alexandre de Beauharnais, Stanislas, de Clermont-Tonnerre, de Monou, Emmery, Alexandre de Lameth, Dubois-Crancé, Charles de Lameth, Dubois-Crancé (24 mars, p. 358 et suiv.); — adoption d'un contre-projet présenté par Emmery et amendé par Dubois-Crancé (*ibid.* p. 364). — Opinion non prononcée, de d'Estournel (p. 364 et suiv.). — Rédaction conforme à l'esprit du décret voté, présentée par Emmery (28 mars, p. 420); — adoption (*ibid.* p. 421).

Pétition des invalides tendant à obtenir 100 livres de gratification en quittant l'Hôtel (31 mars, p. 484); — discussion : Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Prieur, Le Chapelier, Charles de Lameth, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Dubois-Crancé, d'André, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Charles de Lameth, Rabaud-Saint-Etienne, d'Aremberg de La Marck, Prieur, Dubois-Crancé, Murinais, Millet de Mureau, d'André, de Folleville, Charles de Lameth (*ibid.* et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 485).

INVENTIONS. Présentation par de Boufflers d'un projet de décret sur les brevets d'invention (29 mars 1791, t. XXIV, p. 456 et suiv.); — observation de Lanjuinais (*ibid.* p. 460 et suiv.); — réponse du rapporteur (*ibid.* p. 461); — adoption du titre I^{er} (*ibid.* et p. suiv.); — titre II : Dionis Du Séjour, Emmery (*ibid.* p. 462); adoption de l'art. 1^{er} amendé par Bouche (31 mars, p. 482); — art. 2 : Dionis du Séjour (*ibid.*); adoption (*ibid.*); — art. 3-6 : adoption (*ibid.* et p. suiv.); — art. 7 : Gaultier-Biauzat, de Boufflers, Pétion, Delavigne, de Montlosier, Bouteville-Dumetz, Thevenot de Maroise, Leleu de La Ville-aux-Bois, de Boufflers, Rœderer, de Boufflers (*ibid.* p. 482); — adoption d'une proposition de Rœderer (*ibid.* p. 484); — art. 8-16 : adoption (7 avril, p. 632 et suiv.); — titre III, art. 1^{er} : Prieur, de Folleville, Dionis du Séjour, Tellier, Boissy-d'Anglas, de Boufflers, Defermon (*ibid.* p. 633); — ajournement et renvoi au comité d'agriculture et de commerce (*ibid.*). — Réponse écrite de Boufflers aux objections élevées contre la loi du 7 janvier 1791, au nom du comité d'agriculture et de commerce (p. 636 et suiv.). — Respectueuse pétition des artistes inventeurs (p. 641 et suiv.).

J

JESSÉ (De), député de la noblesse de la sénéchaussée de Béziers. Parle sur la résidence des fonctionnaires publics (t. XXIV, p. 433), (p. 434), (p. 438).

JOUBERT (Abbé Mathieu), député du clergé du bailliage d'Angoulême. Nommé évêque de cette ville (t. XXIV, p. 151). — Fait une motion tendant à admettre la prestation de serment tardive de fonctionnaires publics ecclésiastiques (p. 152).

JOUYE-DES-ROCHES, député du tiers état de la sénéchaussée du Maine. Fait un rapport sur les officiers ministériels supprimés (t. XXIV, p. 453).

L

LABLACHE (De), député de la noblesse du Dauphiné. Présente un projet de décret sur l'indemnité des maîtres de postes (t. XXIV, p. 129 et suiv.).

LACHÈZE (De) député du tiers état de la sénéchaussée de Quercy. Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (t. XXIV, p. 21), — sur les contributions (p. 148 et suiv.), — sur les poids et mesures (p. 379), — sur l'enceinte de Paris (p. 387), — sur les dettes des pays d'états (p. 719).

LA GALISSONNIÈRE (De), député de la noblesse de la sénéchaussée d'Anjou. Parle sur la garde du roi mineur, (t. XXIV, p. 376).

LAMBEL, député du tiers état de la sénéchaussée de Villedufranche ou Rouergue. Parle sur les dettes des pays d'Etats (t. XXIV, p. 719).

LAMBERT DE FRONDEVILLE, député de la noblesse du bailliage et de la ville de Rouen. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 47 et suiv.), (p. 48 et suiv.), (p. 49 et suiv.).

LAMETH (Alexandre de), député de la noblesse du bailliage de Péronne, Roy et Montdidier. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 14), — sur les corps administratifs (p. 72), — sur les offices militaires (p. 167), — sur les troubles de Douai (p. 216 et suiv.) (p. 217), — sur les Invalides (p. 311), (p. 363), — sur la régence (p. 373), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 393 et suiv.).

LAMETH (Charles de), député de la noblesse de la province d'Artois. Parle sur une plainte de Foucault contre la garde nationale (t. XXIV, p. 54), — sur les corps administratifs (p. 80), — sur le Clermontois (p. 124), sur le Trésor public (p. 190). — Adresse, pour la caisse des dons patriotiques, 60,000 livres en assignats (p. 221). — Parle sur la régence (p. 266), (p. 340), — sur les invalides (p. 363 et suiv.), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 433), (p. 437), — sur les invalides (p. 483), — sur les successions (p. 601), — sur l'organisation du ministère (p. 607), (p. 610), — sur les sollicitations (p. 622), — sur l'organisation du ministère (p. 694).

LANJUINAIS, député du tiers état de la sénéchaussée de Rennes. Présente un projet de décret rectificatif de l'art. 22 du titre II de la constitution civile du clergé (t. XXIV, p. 3). — Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (p. 21). — Présente un projet de décret sur la circonscription des paroisses de la ville de Soissons (p. 31), — un article additionnel à un décret sur des dépenses (p. 65). — Parle sur les maisons à réserver aux religieux voulant continuer la vie en commun (p. 66), — sur les corps administratifs (p. 73), (p. 78), (p. 79), (p. 81). — Présente des projets de décrets sur la circonscription des paroisses de la ville de Laon (p. 87), — sur des secours aux religieuses (p. 139). — Parle sur la prestation de serment tardive de fonctionnaires publics ecclésiastiques (p. 153), — sur le

- remboursement des offices (p. 180). — Présente la rédaction d'un décret adopté sur les ecclésiastiques fonctionnaires publics (*ibid.*). — Parle sur les troubles de Douai (p. 219), (p. 258), — sur la régence (p. 335). — Fait un rapport sur la pétition des vicaires des églises supprimées (p. 368 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les paroisses de la ville de Saint-Quentin (p. 377). — Parle sur les offices supprimés (p. 454), (p. 455), — sur les successions (p. 599 et suiv.). — Présente des projets de décrets sur les dettes exigibles contractées par les établissements supprimés (p. 646 et suiv.), — sur les paroisses de Noyon, Tours, etc. (p. 659 et suiv.) — Parle sur l'organisation du ministère (p. 663), (p. 702), — sur le traitement des ministres (p. 703 et suiv.). — Présente une disposition additionnelle au projet de décret concernant les créances sur les corps supprimés (p. 734); — parle sur ce projet (p. 736); — propose un article additionnel à ce projet (p. 737).
- LA POULE**, député du tiers état du bailliage de Besançon. Parle sur la régence (t. XXIV, p. 303 et suiv.), (p. 304), (p. 373).
- LA REVEILLÈRE-LÉPEAUX**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Anjou. Parle sur le ministre de la marine (t. XXIV, p. 675).
- LA ROCHEFOUCAULD (De)**, député de la noblesse de la ville de Paris. Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (p. 20 et suiv.). — Fait un rapport sur la fixation des contributions foncière et mobilière pour l'année 1791 (p. 89 et suiv.); — présente un projet de décret sur cet objet (p. 91); — en présente un nouveau (p. 131). — Présente un projet de décret sur une autorisation de délégation à donner à l'administration du département de Paris (p. 144 et suiv.). — Propose une nouvelle rédaction des articles 3 et 4 du projet de décret sur les contributions (p. 145 et suiv.). — Présente un projet de décret sur l'aliénation de la ci-devant abbaye de Royaumont (p. 260.) — Ecrit, comme président du directoire du département de Paris, au sujet de nominations dans l'Université (p. 280 et suiv.). — Parle sur les poids et mesures (p. 379), — sur les maîtrises (p. 422), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 438), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 448). — Fait partie d'une députation du directoire du département de Paris chargée de demander la transformation de l'église Sainte-Geneviève en un lieu destiné à la sépulture des grands hommes (3 avril, p. 356), — sur l'organisation du ministère (p. 702.).
- LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT (De)**, député de la noblesse du bailliage de Clermont-en-Beauvoisis. Parle sur les troubles de Douai (t. XXIV, p. 258). — Présente un projet de décret sur les enfants trouvés et les dépôts de mendicité (p. 445). — Parle sur la corvée (p. 464), (p. 465), — sur la mort de Mirabeau (p. 506). — Présente un projet de décret sur les établissements hospitaliers (p. 560 et suiv.). — Sa motion sur les congrégations religieuses consacrées à l'assistance (p. 562).
- LATTEUX**, député du tiers état de la sénéchaussée de Boulogne-sur-mer. Parle sur les dettes des pays d'états (t. XXIV, p. 719).
- LATUDE (De)**. Rapport par Camus sur sa demande de pension (12 mars 1791, t. XXIV, p. 52 et suiv.); — discussion: Gombert, Camus, le Président (de Noailles), un membre, Camus, Voidel, de Bois-Rouvray, Gombert, de Saint-Martin, Voidel (*ibid.* p. 53); — l'Assemblée décide qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.*).
- LAVENUE**, député du tiers état de la sénéchaussée de Bazas. Parle sur un projet de décret relatif à la Gironde (t. XXIV, p. 367).
- LAVIE**, député du tiers état de Belfort et Huningue. Parle sur les baux emphytéotiques (t. XXIV, p. 199). — sur la marine (p. 645).
- LAVOISIER**, député suppléant de la noblesse du bailliage de Blois. Résultats extraits de son ouvrage: *De la richesse territoriale du royaume de France*, remis au comité de l'imposition (t. XXIV, p. 95 et suiv.).
- LE BOIS DESGUAIS**, député du tiers état du bailliage de Montargis. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 137 et suiv.), — sur la garde du roi mineur (p. 389), — sur la haute cour nationale (p. 481), — sur l'organisation du ministère (p. 702).
- LEBRETON**, député du clergé de la sénéchaussée de Vannes, Auray et Rhuis. Fait un rapport sur les paroisses de la ville de Vannes (t. XXIV, p. 52).
- LEBRUN**, député du tiers état du bailliage de Dourdan. Défend son rapport sur l'organisation du Trésor public (t. XXIV, p. 8 et suiv.), (p. 13). — Présente un projet de décret sur l'arriéré des départements (p. 42 et suiv.). — Parle sur un article additionnel à un décret relatif à des dépenses (p. 65). — Présente des projets de décrets sur la corvée (p. 464), — sur les ponts et chaussées (p. 465), — sur le canal du Nivernais (*ibid.*).
- LE CHAPELIER**, député du tiers état de la sénéchaussée de Rennes. Parle sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (t. XXIV, p. 35), — sur l'arriéré des départements (p. 44), — sur les successions (p. 50), — sur la formation d'un tribunal spécial (p. 68), — sur les corps administratifs (p. 72), (p. 77), (p. 79 et suiv.), — sur les troubles de Douai (p. 217 et suiv.), (p. 236), — sur les tribunaux de commerce (p. 325 et suiv.), — sur la régence (p. 303), (p. 333 et suiv.), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 448 et suiv.), — sur une visite à deux prisonniers (p. 478). — Présente un projet de décret sur les foires et marchés (*ibid.* p. 479); — le défend (*ibid.*). — Présente la suite des articles sur la haute cour nationale (p. 480); — les défend (*ibid.*), (p. 481), — Parle sur les invalides (p. 485), — sur les successions (p. 493), (p. 496), (p. 500), (p. 501), — sur l'indemnité électorale (p. 505), — sur les successions (*ibid.*), — sur les demandes de congé (p. 541). — Présente un projet de décret sur l'appropriation de l'église Sainte-Geneviève (p. 543). — Parle sur les successions (p. 600 et suiv.), (p. 601), — sur l'organisation du ministère (p. 608), (p. 611 et suiv.), — sur des prohibitions de fonctions (p. 623), — sur l'organisation du ministère (p. 630), (p. 657), (p. 700), (p. 702 et suiv.), — sur une note de Montmorin (p. 729).
- LECLERC**, député du tiers état de la ville de Paris. Fait un rapport sur la fabrication des assignats (t. XXIV, p. 473).
- LECOUTEUX DE CANTELEU**, député du tiers état de la ville et du bailliage de Rouen. Présente un état de situation des contributions patriotiques au 28 février 1791 (t. XXIV, p. 3 et suiv.), — une requête de deux prisonniers (p. 181). — Fait une motion sur l'enceinte de Paris (p. 387). — Parle sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 490), (p. 491), — sur le brûlement des assignats (p. 492), — sur les colonies (p. 591 et suiv.), (p. 596), — sur le traitement des ministres (p. 704 et suiv.).
- LELEU DE LA VILLE-AUX-BOIS**, député du tiers état du bailliage de Vermandois. Parle sur les agents de change (t. XXIV, p. 405), — sur les mines (p. 416), — sur les brevets d'invention (p. 483).
- LEGRAND**, député du tiers état du bailliage de Berry. Présente un projet de décret sur la circonscription

- des paroisses de la ville de Troyes (t. XXIV, p. 86 et suiv.). — Parle sur l'admission à la barre des vicaires des paroisses supprimées (p. 88). — Présente un projet de décret sur les paroisses de Beauvais (p. 143 et suiv.). — Parle sur les contributions (p. 148), — sur les baux emphytéotiques (p. 198), (p. 200), — sur la régence (p. 331 et suiv.), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 522), — sur l'avancement des militaires appartenant à l'Assemblée (p. 623). — Présente un projet de décret sur les paroisses de Noyon (p. 639), — sur les dettes des pays d'états (p. 717). — Fait un rapport sur le traitement des curés supprimés (p. 719 et suiv.).
- LEPELLETIER SAINT-FARGEAU**, député de la noblesse de la ville de Paris. Propose d'étendre aux grands rois les honneurs décrétés pour les grands hommes (t. XXIV, p. 559), (p. 560). — Parle sur un amendement de Bouche à une motion de Robespierre (p. 624). — Fait un rapport sur la responsabilité ministérielle (p. 625 et suiv.).
- LESSART (De)**, ministre de l'intérieur. Ecrit à l'Assemblée au sujet de l'opposition de la municipalité de Saint-Mange (district de Sedan) au reculement des barrières (t. XXIV, p. 180 et suiv.), — au sujet des commissaires envoyés à Aix pour y rétablir la tranquillité (p. 189). — Annonce qu'il a fait suspendre les travaux de l'enceinte de Paris (p. 418 et suiv.).
- LEYRIS D'ESPONCHEZ**, député du clergé de la Viguerie de Perpignan. Parle sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (t. XXIV, p. 523).
- LIGUES CRISES**. Copie de la traduction de la lettre écrite par les trois Lignes Grises au roi, le 16 mars 1791 (8 avril 1791, t. XXIV, p. 651.)
- LINGUET**, orateur d'une députation de Saint-Domingue. Donne des explications sur les actes de l'assemblée de Saint-Marc (t. XXIV, p. 486), (p. 487 et suiv.), (p. 580 et suiv.).
- LIQUIDATION**. Adoption d'un projet de décret présenté par Camus sur le remboursement à diverses personnes de ce qui leur revient en exécution des précédents décrets (10 mars 1791, t. XXIV, p. 2).
- Adoption de deux décrets présentés par de Batz et ayant le même objet (13 mars, p. 84 et suiv.).
- Projet de décret présenté par de Longueve sur des liquidations d'offices (17 mars, p. 139 et suiv.). — Adoption (*ibid.* p. 142).
- Motion de Gaultier-Biauzat sur les quittances de la captation pour 1789 et des vingtièmes et droits pour 1790 (*ibid.*); — discussion : Longueve, Camus, Gaultier-Biauzat (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.* et p. suiv.).
- Projet de décret présenté par Longueve sur les sommes dues au sieur Morel pour effets d'hôpitaux (*ibid.* p. 143); — discussion : Deferron, Camus, Deferron, Camus (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).
- Rectifications au décret du 17 mars, proposées par Fréteau (18 mars, p. 179 et suiv.); — discussion : — Martineau, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Lanjuinais, Fréteau (*ibid.* p. 180); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).
- D'André se plaint de ce qu'on n'ait pas encore soldé les mémoires des ouvriers et fournisseurs dans le département des bâtiments du roi (19 mars, p. 192); — Camus demande que dans trois jours un rapport soit fait à ce sujet (*ibid.*); — adoption de cette motion (*ibid.*).
- Projet de décret présenté par Camus sur différentes parties d'arrière (20 mars, p. 220); — adoption (*ibid.*).
- Projet de décret présenté par Chasset et relatif à la liquidation des créances particulières sur les maisons, corps et communautés ecclésiastiques (23 mars, p. 293 et suiv.); — renvoi au comité central de liquidation (*ibid.* p. 295).
- Compte rendu par le même des vérifications et rapports faits par le directeur général de la liquidation (27 mars, p. 406 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 409).
- Projet de décret présenté par le même sur le dénombrement des biens des ci-devant ecclésiastiques, (3 avril, p. 524 et suiv.).
- Projet de décret présenté par Curt sur le remboursement de la dette de l'Etat (*ibid.* p. 525 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 527).
- Rapport par le même sur la direction générale de la liquidation (*ibid.* et suiv.).
- Projet de décret relatif à l'acquittement des dettes exigibles contractées par les maisons, corps, communautés et établissements supprimés (8 avril, p. 646 et suiv.); — adoption des 16 premiers art. avec amendements (*ibid.* p. 648 et suiv.); — adoption d'une disposition additionnelle à l'art. 4 du titre 1^{er} (12 avril, p. 734); titre II, art. 1^{er} : Bouche, Martineau (*ibid.*); adoption (*ibid.*); — art. 2 : adoption (*ibid.*); — art. 3 et 4 : Mougins, de Folleville, Delavigne, (*ibid.* et p. suiv.); — adoption des art. amendés (*ibid.* p. 735); art. 5, 6, 7, 8 (art. 6, 8, 9, 10 du projet) : Delavigne, de Folleville (*ibid.*); — adoption de ces quatre articles (*ibid.*); — art. 11 du projet : de Folleville (*ibid.*); — ajournement (*ibid.*); — art. 9 (art. 12 du projet) : adoption (*ibid.* et p. suiv.); — art. 10 (art. 13 du projet) : Berthereau (*ibid.* p. 736); — adoption (*ibid.*); — art. 11 (art. 14 du projet) : de Folleville, Delavigne (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*); — adoption sans discussion des art. 12, 13 et 14 (art. 15, 16 et 17 du projet) (*ibid.* et p. suiv.); art. additionnel proposé par le rapporteur : Martineau, Lanjuinais, rapporteur, Martineau (*ibid.* p. 737); — ordre du jour (*ibid.*); — art 15 (nouveau) ; Delavigne, de Folleville (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — adoption sans discussion des art. 16 et 17 (art. 18 et 19 du projet) (*ibid.*).
- LOEWENSTEIN-WARTHEIND (Prince)**. Son ordonnance interdisant aux Français rebelles de recruter dans ses Etats (t. XXIV, p. 683).
- LONGUEVE (De)**, député du tiers état du bailliage d'Orléans. Présente des projets de décrets sur des liquidations d'offices (t. XXIV, p. 139 et suiv.), — sur l'arrière militaire (p. 143).
- LOUIS XVI**. Bulletin de sa santé (10 mars 1791, t. XXIV, p. 1), (11 mars, p. 30), (12 mars, p. 38), (13 mars, p. 65), (14 mars, p. 74), (15 mars, p. 82 et suiv.); — fin de son indisposition (16 mars, p. 128); — Michelon demande que les bons citoyens illuminent (*ibid.*); — dernier bulletin (*ibid.* p. 129); — l'Assemblée, sur l'invitation de la municipalité de Paris, décrète qu'une députation de 48 de ses membres assistera à un *Te Deum* chanté à Notre-Dame pour la convalescence du roi (17 mars, p. 143). — Un compagnon joaillier-bijoutier offre d'exécuter pour le roi un diadème au trois couleurs, surmonté de 83 cœurs en fleurons et ayant pour base un globe orné du coq vigilant (3 avril, p. 578).
- LOYS**, député du tiers état de la sénéchaussée du Périgord. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 496), (p. 501), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 523). — Demande que le président (Tronchet) intervienne dans la discussion sur les successions (p. 541 et suiv.), (p. 542), — sur les sollicitations (p. 624).
- LUCAS**, député du tiers état de la sénéchaussée de Moulins. Parle sur la résidence des fonctionnaires publics (t. XXIV, p. 433).
-
- MACONNAIS (Le)**. Voy. *Troubles* (22 mars 1791, t. XXIV, p. 287 et suiv.).
- MADIER DE MONTJAU**, député du tiers état de la sénéchaus-

- sée de Villeneuve-de-Berg. Parle sur la résidence des fonctionnaires publics (t. XXIV, p. 433), — sur les colonies (p. 596).
- MAILLY DE CHATEAU-RENAUD**, député de la noblesse du bailliage d'Aval en Franche-Comté. Parle sur les monnaies (t. XXIV, p. 680).
- MAITRES D'ÉCOLES ET DE PENSIONS DE PARIS**. Demandent à faire profession de leur foi civique devant l'Assemblée (17 mars 1791, t. XXIV, p. 143); — l'Assemblée décrète qu'ils seront admis à la séance du soir (*ibid.*).
- MAITRISES ET JURANDES**. Projet de décret présenté par d'Allarde sur les indemnités à accorder aux particuliers reçus ou aspirants aux maîtrises (25 mars 1791, t. XXIV, p. 379 et suiv.); — discussion de l'art. 1^{er}: Bouche, d'Allarde, un membre, Delavigne, de La Rochefoucauld (28 mars, p. 422 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 423); — art. 2 à 7: adoption (*ibid.*).
- MALÈS**, député du tiers état de la sénéchaussée du Bas-Limousin. Parle sur les corps administratifs (t. XXIV, p. 81), — sur les contributions (p. 149), — sur les successions (p. 509), (p. 601 et suiv.), — sur des prohibitions de fonctions (p. 624).
- MALOUET**, député du tiers état de la sénéchaussée de Riom. Son opinion, non prononcée, sur la résidence des fonctionnaires publics (t. XXIV, p. 438 et suiv.). — Donne sa démission de premier suppléant au comité de Constitution (p. 535 et suiv.). — Fait un rapport sur la pêche dite pêche aux bœufs (p. 681 et suiv.). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 699).
- MARÉCHAL**, député du tiers état du bailliage d'Evreux. Secrétaire (t. XXIV, p. 51).
- MARINE**. Adoption d'un projet de décret présenté par Bouche, tendant à fournir, dans trois jours, la justification de l'exécution qu'il a dû donner à la loi du 10 octobre 1790, relative aux vivres de la marine (10 mars 1791, t. XXIV, p. 1).
- Rapport par de Curt sur les biens affectés et à affecter au service de la marine (12 mars, p. 39 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 42); — discussion: un membre, Goupilleau, de Curt (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*).
- Présentation par de Curt d'un projet de décret sur les officiers dont les places ont été supprimées par le décret du 7 janvier (14 mars, p. 74); — adoption (*ibid.*); — réclamations de Martineau contre ce décret (15 mars, p. 83); — protestation de de Curt (16 mars, p. 138).
- Nouvelle réclamation de Bouche au sujet de l'exécution du décret du 10 octobre (19 mars, p. 193); — débat: Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), d'André (*ibid.*); — l'Assemblée enjoint au comité de la marine de hâter son rapport sur ce point (*ibid.*), (*ibid.* p. 202); lettre explicative de Fleurieu, ministre de la marine (*ibid.* p. 203); — renvoi au comité de la marine (*ibid.*).
- Motion de d'Estourmel tendant à augmenter la pension de Fabry de Fabrègues, lieutenant général des armées navales, appuyée par Camus (25 mars, p. 366); — adoption (*ibid.*).
- Bouche demande ce qu'est devenue une réserve de 165,000 livres et qu'il en soit fait un rapport (8 avril, p. 644); — discussion: Bouche, Defermon, Moreau de Saint-Méry, Bouche, Gaultier-Biauzat, Martineau, Lavie, Camus, Christin, Gaultier-Biauzat, Defermon (*ibid.* et p. suiv.); — décret (*ibid.* p. 645 et suiv.); — explications adressées par le ministre de la marine (9 avril, p. 672 et suiv.); — discussion: Bouche, Garat aîné, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Prieur, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Prieur, d'André, Camus, d'André, Prieur, Gaultier-Biauzat, Dubois-Crancé, de Folleville, Bouche, Bureaux, de Pusy, Duquesnoy, La Reveillère-Lépeaux (*ibid.* p. 673 et suiv.);
- renvoi aux comités de la marine et des pensions (*ibid.* p. 675).
- Rapport par Sillery sur l'organisation de la marine (12 avril, p. 723 et suiv.).
- MARTIN**, député du tiers état du bailliage de Besançon. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 501).
- MARTINEAU**, député du tiers état de la ville de Paris. Demande l'ordre du jour sur un débat relatif à ce qui est ou non constitutionnel (t. XXIV, p. 32). — Parle sur la formation d'un tribunal spécial (p. 67 et suiv.), — sur la marine (p. 83), — sur les contributions foncière et mobilière (p. 91), — sur les offices (p. 180), — sur les denrées coloniales (p. 188), — sur les baux emphytéotiques (p. 198), (p. 199), (p. 201), — sur les procureurs (p. 211), — sur les hôtels de la guerre (p. 237), — sur les troubles de Douai (p. 254 et suiv.), — sur une proposition relative à la sûreté de la frontière (p. 256), — sur les troubles de Douai (p. 258), — sur les paroisses de la ville de Blois (p. 293), — sur les tribunaux de commerce (p. 325), — sur la régence (p. 373), — sur la garde du roi mineur (p. 388), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 449), — sur les foires (p. 479), — sur les successions (p. 496), (p. 497 et suiv.), — sur les postes (p. 502), — sur l'indemnité électorale (p. 505), — sur les successions (*ibid.*), (p. 508), — sur les colonies (p. 595), (p. 602), — sur les Quinze-Vingts (p. 635 et suiv.), (p. 636), — sur la marine (p. 645), — sur le traitement des ministres (p. 704), — sur les dettes des pays d'états (p. 719); — sur les créances sur les établissements supprimés (p. 734), (p. 736).
- MAURY** (Abbé), député du clergé du bailliage de Péronne, Roy et Montdidier. Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (p. 20), (p. 21), — sur le Clermontois (p. 124 et suiv.), — sur la régence (p. 265 et suiv.), (p. 266), (p. 269 et suiv.), — sur les invalides (p. 312 et suiv.), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 433), — sur une lettre du ministre Montmorin (p. 625).
- MENONVILLE DE VILLIERS (De)**, député de la noblesse du bailliage de Mircourt. Parle sur les poids et mesures (t. XXIV, p. 379).
- MENOU (De)**, député de la noblesse du bailliage de Touraine. Présente un projet de décret sur une distribution d'armes (t. XXIV, p. 68 et suiv.). — Parle sur le Clermontois (p. 127), — sur les invalides (p. 62), — sur l'organisation du ministère (p. 609), (p. 694).
- MERLE**, député du tiers état du bailliage de Mâcon. Fait un rapport sur les Quinze-Vingts (t. XXIV, p. 634 et suiv.); — le défend (p. 636).
- MERLIN**, député du tiers état du bailliage de Douai et Orchies. Parle sur les costumes religieux (t. XXIV, p. 30), — sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (p. 34). — Défend comme rapporteur le projet de décret sur les successions *ab intestat* (p. 45), (p. 46). — Parle sur une distribution d'armes (p. 69), — sur les denrées coloniales (p. 188). — Présente un projet de décret sur les troubles de Douai (p. 254 et suiv.). — Parle sur une plainte des amis de la Constitution de Dunkerque (p. 281). — Propose des additions au décret sur les successions *ab intestat* (p. 650 et suiv.). — Secrétaire (p. 682).
- MICHELON**, député du tiers état de la sénéchaussée de Moulins. Demande qu'on illumine pour fêter le rétablissement de la santé du roi (t. XXIV, p. 128).
- MILLET DE MUREAU**, député de la noblesse de la sénéchaussée de Toulon. Parle sur les invalides (t. XXIV, p. 485), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 522 et suiv.).

MINES. Rapport par Regnault d'Épercy, au nom des comités réunis de Constitution, d'agriculture et de commerce, des finances, d'imposition et des domaines, sur les mines et minières (20 mars 1791, t. XXIV, p. 223 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 231 et suiv.); — discussion: de Saint-Martin, de Delley, Heurtault-Lamerville, Delandine, Mirabeau (21 mars, p. 237 et suiv.); — Dupont, de Tracy, Dupont, Mirabeau, Richard, Delandine, Heurtault-Lamerville (27 mars, p. 409 et suiv.); — l'Assemblée accorde la priorité à un projet de décret de Mirabeau (*ibid.* p. 416); — art. 1^{er}: de Rostaing, Delandine, Mirabeau, de Murinais, de Montlosier, Mirabeau (*ibid.*); — adoption de l'art. amendé (*ibid.*); — art. 2: Moreau, Leleu de La Ville-aux-Bois, Mirabeau (*ibid.*); — adoption de l'art. amendé (*ibid.* et p. suiv.); — art. 7 devenant l'art. 3 (*ibid.* p. 417); — art. 4: adoption (*ibid.*); — art. 5: Mirabeau, Dupont, Mirabeau, Regnault d'Épercy, Mirabeau (*ibid.*); — adoption de l'art. amendé (*ibid.*); — art. 6: Delandine, de Rostaing, Mirabeau, Rewbell, Delandine, Regnault d'Épercy, Bouche, Mirabeau (*ibid.*); — adoption de l'art. amendé (*ibid.* et p. suiv.); — art. 7: Regnault d'Épercy, Delandine (*ibid.* p. 418); — ajournement (*ibid.*).

MINISTÈRE. Discussion sur le projet de loi relatif à son organisation: Dêmeunier, Robespierre, Charles de Lameth, Pétion, Le Chapelier, Pétion, Le Chapelier, de Cazalès, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (6 avril, p. 602 et suiv.); — de Menou, Buzot, Charles de Lameth, de Cazalès, Goupil, Briois-Beaumetz, Dêmeunier, de Cazalès, Le Chapelier, Robespierre, Prieur, Montlosier (*ibid.* p. 609 et suiv.); — rapport par Lepelletier-Saint-Fargeau sur la responsabilité des ministres (7 avril, p. 625 et suiv.); — observations de Dêmeunier (*ibid.* p. 627); — art. 28, devenant l'art. 1^{er}: Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Dêmeunier, Prieur, Dêmeunier, Prieur, Barnave, Dêmeunier, Boutteville-Dumetz (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'article amendé (*ibid.* p. 628); — art. 2: Dêmeunier, Briois-Beaumetz, Pétion, Briois-Beaumetz, Gaultier-Biauzat, d'André, Goupil-Préfeln, Dêmeunier (*ibid.* et p. suiv.); — retrait (*ibid.* p. 629); — art. 3 nouveau: adoption (*ibid.*); — art. 31 devenant l'art. 4: Goupil-Préfeln, Barnave, Prieur, Goupil-Préfeln, Prieur, Dêmeunier, Buzot, Dêmeunier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 630); — art. 32 devenant l'art. 45: d'André, Dêmeunier, Le Chapelier, Dêmeunier, Le Chapelier, Garat (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*); — art. 33 devenant l'art. 6: adoption (*ibid.*); — art. 7 (ancien art. 34): Dêmeunier, Pétion, d'André, Gaultier-Biauzat, Dêmeunier (8 avril, p. 653 et suiv.); — adoption de l'article amendé (*ibid.* p. 654); — art. 8 (ancien art. 35): un membre, Robespierre, Garat aîné, Pison du Galand, Dêmeunier, un membre, Dêmeunier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 655); — art. 9 (ancien art. 36): Buzot, Dêmeunier, Delavigne, Dêmeunier (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — Bouche propose un article portant qu'un ministre révoqué ou démissionnaire ne pourra s'éloigner du lieu des séances du Corps législatif qu'il n'ait rendu ses comptes — (*ibid.* et p. suiv.); — discussion: Garat aîné, Dêmeunier, Barnave, Briois-Beaumetz, Alexandre de Lameth (*ibid.* p. 656); — renvoi au comité de Constitution (*ibid.*); — reprise du titre 1^{er}: adoption de l'art. 1^{er}, ancien art. 10 (*ibid.*); — art. 2: Monneron, Dêmeunier, Anson, Prieur, Le Chapelier, Anson, Le Chapelier, d'André, Dêmeunier (*ibid.* et p. suiv.); — Dêmeunier, Anthoine, Dêmeunier, Anthoine, Robespierre, d'André, Buzot, Lanjuinais, Anson, Barnave, Dêmeunier (9 avril, p. 660 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il appartient au pouvoir législatif de statuer sur le nombre, la division et la démarcation du ministère (*ibid.* p. 664); — question de la réunion du ministère des colonies et de celui de la marine: Moreau de Saint-Méry, Barnave, Dêmeunier, Barnave (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète la réunion (*ibid.* p. 672); — reprise de la discussion de l'art. 2 relatif à la fixation du nombre des ministres: Anson, Røederer, Dupont, Dêmeunier, rapporteur, Røederer, Dêmeunier, rapporteur, Defermon, Barnave (10 avril, p. 688 et suiv.); — ajournement de l'article après la discussion sur les fonctions des ministres (*ibid.* p. 692); — dis-

cussion sur les fonctions des ministres: art. 13 du projet; ministre de la justice, adoption des paragraphes 1, 2 et 3 (*ibid.* p. 693); — paragraphe 4: Buzot, Pétion de Villeneuve, Prieur, Moreau-Saint-Méry, d'André, Goupil-Préfeln, Brillat-Savarin, de Menou, Delavigne, Alexandre de Lameth (*ibid.* et p. suiv.) Dêmeunier, rapporteur (11 avril, p. 695); — adoption (*ibid.*); — paragraphe 5: Dêmeunier, rapporteur, Robespierre, Mougins de Roquefort, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Goupil-Préfeln, Gaultier-Biauzat, Anthoine, Dêmeunier, rapporteur (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 697); — adoption du paragraphe 6 (*ibid.*); — paragraphe 7: Robespierre, Pétion de Villeneuve, Dêmeunier rapporteur (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 4: Gaultier-Biauzat, d'Estourmel, Goupil-Préfeln (*ibid.* p. 698 et suiv.); art. 11; ministre de la guerre; adoption avec amendement (*ibid.* p. 699); art. 13 (du projet); ministre des affaires étrangères; paragraphe 1^{er}: Robespierre, Rabaut-Saint-Étienne (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 700); — ajournement du second paragraphe (*ibid.*); adoption des paragraphes 3, 4, 5 et 6 et des art. 14 et 35 (*ibid.*); — rejet de l'art. 16 (*ibid.*); — art. 17: Le Chapelier, Barnave (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 701); — adoption des art. 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26, 27 (*ibid.*); — observations sur l'art. 27: Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Dêmeunier rapporteur, Le Bois Desguays, Lanjuinais, La Rochefoucauld, Tuaut de La Bouverie, de Folleville, Dêmeunier, rapporteur, Le Chapelier, Thévenot de Maroise (*ibid.* et p. suiv.); — art. 42; traitement des ministres: Robespierre, Garat, Anthoine, Prieur, Lanjuinais, Buzot, Martineau, d'André, Lecouteux de Canteleu, d'André, Rewbell, Faucigny-Lucinge, Goupil-Préfeln, de Tracy, d'Estourmel, Bouche, Camus, d'André (*ibid.* p. 703 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 705).

MINISTRES (Responsabilité des). Rapport par Lepelletier-Saint-Fargeau, au nom des comités de Constitution et de jurisprudence, sur leur responsabilité (7 avril 1791, t. XXIV, p. 625 et suiv.).

MIRABEAU, député du tiers état de la sénéchaussée d'Aix. Parle sur une avance de fonds à la ville de Paris (t. XXIV, p. 21), (p. 22), — sur la constitutionnalité des lois relatives aux partages et aux mines (p. 31 et suiv.), — sur l'envoi de deux arrêtés de la commune de Paris (p. 38). — Demande que tout projet de décret contenant demande d'argent pour dépenses courantes ne soit présenté qu'après avoir été distribué trois jours d'avance (p. 44). — Parle sur les successions (p. 46 et suiv.), (p. 47), — sur une lettre du directoire de Paris concernant des arrestations (p. 65), — sur le Clermontois (p. 127), — sur les contributions (p. 135). — sur l'élargissement du curé-maire d'Issy-l'Évêque (p. 156). — Communique une lettre du ministre Montmorin sur un article de la *Gazette universelle*, relatif à la diète de Ratisbonne (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur les mines (p. 247 et suiv.). — Propose la nomination de quatre commissaires chargés d'aller demander au ministre de la guerre si la frontière du côté de l'Alsace est suffisamment gardée (p. 256), (p. 257). — Parle sur la régence (p. 264 et suiv.), (p. 277), (p. 278), (p. 279), (p. 295 et suiv.), (p. 305), (p. 373 et suiv.), (p. 374), — sur les mines (p. 411 et suiv.) (p. 416), (p. 417). — Sa mort (p. 506). — Son discours sur les successions lu par Talleyrand (p. 510 et suiv.). — Une députation des différentes sections de Paris admise à la barre, demande qu'on fasse à Mirabeau des funérailles dignes de lui (p. 536). — Une députation du directoire de Paris, dont La Rochefoucauld est président demande qu'il soit inhumé dans l'église Sainte-Geneviève (*ibid.* et suiv.). — L'Assemblée décrète qu'elle se rendra en corps à son convoi, qu'il est digne des honneurs réclamés pour lui par le directoire de Paris (p. 543 et suiv.). — Procès-verbal de la cérémonie (p. 557); — éloge funèbre prononcé par Cérutti, au nom de la section de la Grange-Batelière (*ibid.* et suiv.). — Offrande du buste de Mirabeau par l'auteur, Marchandier (p. 625).

- MIRBECK (De). Sa pétition pour les avocats aux conseils du roi (t. XXIV, p. 706 et suiv.)
- MONNAIES. Rapport par de Cussy sur l'établissement d'une commission chargée de remplacer la cour des Monnaies (3 avril 1791, t. XXIV, p. 530 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 531 et suiv.); — adoption avec modification (*ibid.* p. 533 et suiv.).
Rapport par Belzais-Courmenil sur l'empreinte des monnaies (9 avril, p. 677 et suiv.); — texte du projet de décret (*ibid.* p. 679 et suiv.); — discussion : abbé Couturier, Mailly de Château-Renaud, Goupil-Préfeln, Prieur, Belzais-Courmenil, rapporteur, Bouche, Vernier (*ibid.* p. 680 et suiv.); — adoption avec modifications (*ibid.* p. 684).
- MONNEL (Abbé), député du clergé du bailliage de Chaumont en Bassigny. Secrétaire (t. XXIV, p. 51).
- MONNERON, député du tiers état de la sénéchaussée d'Annonay. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXIV, p. 636 et suiv.).
- MONTESQUIOU-FEZENZAC (De), député de la noblesse de Paris. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 9 et suiv.), (p. 13), (p. 15), (p. 16), — sur l'arrière des départements (p. 44). — Président (p. 74); — son allocution aux délégués de Nîmes et d'Uzès (p. 108); — ses réponses à la députation des vicaires des paroisses supprimées (p. 154), — à Barthe, évêque du département du Gers (p. 155), — à une députation des maîtres et maîtresses des petites écoles de Paris (p. 204), — à une députation du Théâtre-Français (p. 292), — à une députation des artistes peintres et sculpteurs (*ibid.*). — Parle sur la corvée (p. 464), — sur les élections des membres des tribunaux criminels (p. 466). — Propose un projet de règlement pour le bureau des procès-verbaux (p. 473 et suiv.).
- MONTLOSIER (De), député de la noblesse de la sénéchaussée de Riom. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 135), (p. 148), — sur la régence (p. 279), (p. 305), — sur les invalides (p. 311), — sur les mines (p. 416), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 424), — (p. 438), — sur les brevets d'invention (p. 483). — Proteste contre des projets de décrets présentés à la suite des troubles du Bas-Rhin (p. 554). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 612).
- MONTMORIN (De), ministre des affaires étrangères. Rendu compte de l'exécution des décrets relativement à la sûreté publique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (t. XXIV, p. 69 et suiv.). — Ecrit au comité diplomatique au sujet d'un article de la *Gazette universelle* relatif à la diète de Ratisbonne (p. 156 et suiv.), — au Président de l'Assemblée sur une dénonciation faite contre lui (p. 624 et suiv.), — au même sur les trois Ligues Grises (p. 651), — au même sur des prestations de serment (p. 729).
- MORBIHAN. Voir *Troubles*.
- MOREAU, député du tiers état du bailliage de Touraine. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXIV, p. 699).
- MOREAU DE SAINT-MÉRY, député de la Martinique. Parle sur les denrées coloniales (t. XXIV, p. 187). — Communique des lettres de l'assemblée coloniale de la Martinique (p. 374 et suiv.). — Parle sur les Quinze-Vingts (p. 636), — sur la marine (p. 645), — sur la réunion des ministères de la marine et des colonies (p. 664 et suiv.), — sur le renvoi en France de plusieurs citoyens de la ville de Cayenne (p. 683), — sur l'organisation du ministère (p. 693).
- MOREL, député du tiers état du bailliage de Sarreguemines. Parle sur une plainte de Foucault contre la garde nationale (t. XXIV, p. 54).
- MORIN, député des communes de la sénéchaussée de Carcassonne. Fait un rapport sur les troubles de Saint-Chinian (t. XXIV, p. 729 et suiv.).
- MOUGINS, député du tiers état de la sénéchaussée de Braguignan. Parle sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (t. XXIV, p. 35), — sur des ré-siliations de baux (p. 66), — sur les baux emphytéotiques (p. 200), — sur les troubles de Douai (p. 236), — — sur les poids et mesures (p. 379), — sur les tribunaux criminels (p. 467), — sur les successions (p. 495), — sur les troubles d'Aix (p. 504), — sur les successions (p. 602), (p. 616 et suiv.). — Secrétaire (p. 676); — sur l'organisation du ministère (p. 696); — sur les créances sur les établissements supprimés (p. 734).
- MUGUER, député du tiers état du bailliage d'Amont en Franche-Comté. Fait un rapport sur les troubles du Mâconnais (t. XXIV, p. 287 et suiv.).
- MUNICIPALITÉS. Discussion sur la demande d'une avance de fonds faite par la municipalité de Paris : Faydel, abbé Maury, de La Rochefoucauld, Mirabeau, de Lachèze, Lanjuinais, Mirabeau, abbé Maury, Lanjuinais, Faydel, Camus, Foucault-Lardimalie (10 mars 1791, t. XXIV, p. 17 et suiv.); — adoption du projet de décret avec amendement (*ibid.* p. 23).
- MURINAIS (De), député de la noblesse du Dauphiné. Parle sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (t. XXIV, p. 34), — sur le Clermontois (p. 126 et suiv.), — sur les contributions (p. 150), — sur les troubles du Mâconnais (p. 288), — sur le congé de l'abbé Goulard (p. 289), — sur les mines (p. 416), — sur la haute cour nationale (p. 481), — sur les invalides (p. 485), — sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 490), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 523).

N

NAIRAC (Paul), député du tiers état de la sénéchaussée de Bordeaux. Parle sur les denrées coloniales (t. XXIV, p. 187).

NAURISSART, député du tiers état de la sénéchaussée de Limoges. Donne sa démission (t. XXIV, p. 195).

NIVERNAIS (canal du). — Voir *Canaux*.

NOAILLES (De), député de la ville de Nemours. Lit des lettres du président de l'assemblée électorale du département du Bas-Rhin et des administrateurs composant le directoire du même département, sur l'élection d'un évêque (t. XXIV, p. 35). — Parle sur la demande de pension de Latude (p. 53), — sur les corps administratifs (p. 77). — Présente un projet de décret sur la gendarmerie (p. 129). — Parle sur l'avancement des militaires appartenant à l'Assemblée (p. 623), — sur l'organisation du ministère (p. 700).

O

OFFICES. Rapport par Wimpfen, au nom du comité militaire, sur le remboursement des charges, offices et emplois militaires (17 mars, p. 157 et suiv.); — projet de décret (*ibid.*, p. 163 et suiv.); — Pétion et d'André en demandant l'ajournement (*ibid.*, p. 167); — Alexandre de Lameth, appuyé par d'André, propose le renvoi aux comités militaire et des pensions réunis ce qui est décrété (*ibid.*).

Rapport du comité de judicature, présenté par Teller, sur le classement de l'évaluation rectifiée des offices de procureurs dans les divers tribunaux du royaume (19 mars, p. 204 et suiv.); — projet de décret (*ibid.*, p. 207 et suiv.); — la commission propose la question préalable sur l'exception demandée en faveur des procureurs au parlement de Paris et appuyée par Martineau (*ibid.*, p. 211); — discussion : Guillaume, Delavigne (26 mars, p. 400 et suiv.); — adoption du projet amendé (*ibid.*, p. 402 et suiv.); — addition proposée par Berthereau (27 mars, p. 403); — adoption (*ibid.*).

Rapport par Jouye-des-Roches tendant à accorder aux possesseurs d'offices ministériels supprimés les intérêts proportionnés au montant de la liquidation (29 mars, p. 453); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

Présentation par Giraud-Duplessis d'un projet de décret portant qu'aucun des offices supprimés et liquidés avant les décrets du mois d'août 1789 n'est admissible à une liquidation nouvelle (*ibid.*); — discussion : Cochard, plusieurs membres, Lanjuinais, Camus, Cochard, Camus, un membre (*ibid.* et pages suiv.); — adoption du décret amendé (*ibid.*, p. 445); — réunion en un seul décret des deux décrets votés dans cette séance (*ibid.*).

Présentation par Vieillard d'un décret portant que le décret qui fait courir les intérêts du remboursement accordé aux officiers ministériels à compter du 1^{er} juillet 1790 n'est applicable qu'à ceux nommés dans les décrets des 21 et 24 décembre 1790 (10 avril 1791, p. 688); — adoption (*ibid.*).

ORFÈVRE. Projet de décret relatif à la police de l'orfèvrerie (31 mars 1791, t. XXIV, p. 472 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 473).

P

PAMPOLONNE (Abbé de), député du clergé de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg. Parle sur les colonies (t. XXIV, p. 595).

PAPIN (Abbé), député du clergé de Paris-hors-les-Murs. Parle sur les assignats (t. XXIV, p. 474 et suiv.).

PARDIEU (De), député de la noblesse du bailliage de Saint-Quentin. Parle sur l'absence du maréchal de Broglie (t. XXIV, p. 327).

PARIS. Motion de Lecouteux de Cantelau, tendant à la discontinuation des travaux de son enceinte (26 mars 1791, t. XXIV, p. 387); — discussion : de Lachèze, Camus, de Folleville (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Lettre de Delessart, ministre de l'intérieur, annonçant qu'il a prévenu le décret de l'Assemblée (28 mars, p. 418).

PAROISSES. Adoption de projets de décrets sur la circonscription des paroisses de la ville de Soissons (11 mars 1791, t. XXIV, p. 31), — sur la nouvelle circonscription des paroisses de la ville de Vannes (12 mars, p. 52), — sur la circonscription des nouvelles paroisses de Troyes (15 mars, p. 86 et suiv.). — sur la circonscription des nouvelles paroisses de Laon (*ibid.*, p. 87), — sur la circonscription des paroisses de Beauvais (17 mars, p. 143 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses de la ville de Blois et amendé par Martineau (23 mars, p. 292 et suiv.), — sur les paroisses de Courcelles et de Boissière (24 mars, p. 325), — sur les paroisses de la ville de Saint-Quentin (25 mars, p. 377), — sur les paroisses des villes de Rennes, de Bourges, de Moulins, de Sens, de Gien et de La Guerche (1^{er} avril, p. 493 et suiv.), — sur les paroisses de la ville d'Evreux

(5 avril, p. 578), — sur les paroisses des villes de Noyon, Tours, Quimper et Nevers, et du district d'Angers (9 avril, p. 659 et suiv.).

PARTAGES (Égalité des). Voir *Successions ab intestat* (12 mars 1790, t. XXIV, p. 45 et suiv.).

PAYEN, député du tiers état de la province d'Artois. Fait un rapport sur le renvoi en France de plusieurs citoyens de la ville de Cayenne (t. XXIV, p. 682 et suiv.).

PÊCHE. Rapport par Malouet sur la pêche dite pêche aux bœufs (9 avril 1791, t. XXIV, p. 681 et suiv.); — texte du projet de décret (*ibid.*); — discussion : Castellancet (*ibid.*, p. 682); — adoption (*ibid.*).

PENSIONNAIRES. Rapport par Camus concernant un second état de secours à accorder aux ci-devant pensionnaires septuagénaires pour les années 1790 et 1791 (24 mars 1791, t. XXIV, p. 341 et suiv.).

PERVINQUIÈRE, député du tiers état de la sénéchaussée de Poitou. Parle sur les baux par anticipation (t. XXIV, p. 201).

PÉTION, député du tiers état du bailliage de Chartres. Parle sur les corps administratifs (t. XXIV, p. 72 et suiv.), (p. 78), — sur les offices militaires (p. 167), — sur les troubles de Douai (p. 218), — sur la régence (p. 295 et suiv.) (p. 339 et suiv.), (p. 372), (p. 392 et suiv.), — sur les brevets d'invention (p. 483), — sur les successions (p. 500), (p. 509 et suiv.), — sur l'organisation du ministère (p. 607 et suiv.). — Son opinion non prononcée sur les successions (p. 612 et suiv.). — Parle sur des prohibitions de fonctions (p. 621 et suiv.), — sur l'organisation du ministère. (p. 628 et suiv.), (p. 653), (p. 693), (p. 697).

PÉTITION pour les avocats aux conseils du roi par M. de Mirbeck (11 avril 1791, t. XXIV, p. 706 et suiv.).

PISON DU GALAND, député du tiers état du Dauphiné. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 94 et suiv.), — sur l'organisation du ministère (p. 654).

POIDS ET MESURES. Lettre de Condorcet au Président de l'Assemblée nationale sur leur uniformité (25 mars 1791, t. XXIV, p. 379); — projet de décret tendant à l'établir (*ibid.*); — discussion : de Menonville, Goupil, Mougins, de Lachèze, de La Rochefoucauld (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Rapport par Borda, La Grange, Laplace, Monge et Condorcet sur l'unité de mesure (p. 394 et suiv.).

PONTS ET CHAUSSÉES. Projet de décret présenté par Camus sur l'arriéré du département des ponts et chaussées (27 mars 1791, t. XXIV, p. 406); — adoption (*ibid.*).

Projet de décret présenté par Lebrun sur une avance de 2 millions pour les travaux de routes (30 mars, p. 465); — adoption (*ibid.*).

POPULUS, député du tiers état du bailliage de Bourg-en-Bresse. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 15), sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (p. 37).

POSTES. Projet de décret présenté par Lablache sur l'indemnité due aux maîtres de postes (16 mars 1791, t. XXIV, p. 129 et suiv.); — discussion : Gaultier-Biauzat, de Folleville, Gillet-la-Jacqueminière, de Folleville, Francoville, d'André (*ibid.*, p. 130); — adoption avec amendement (*ibid.*).

Pétition des maîtres de poste et des administrateurs des messageries, au sujet de contestations survenues entre les administrateurs et les adjudicataires

(2 avril, p. 502); — discussion : Martineau, Vieillard, d'André, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Martineau, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.*); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 503).

POUGARD-DU-LIMBERT, député du tiers état du bailliage d'Angoulême. Fait un rapport sur un projet de décret relatif aux biens nationaux (t. XXIV, p. 238 et suiv.)

POURET-ROCQUERIE, député du tiers état du bailliage de Coulances. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 47).

PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : de Montesquiou-Fezensac (14 mars 1791, t. XXIV, p. 74), — Tronchet (29 mars, p. 439), Chabroud (9 avril, p. 476).

PRIEUR, député du tiers état du bailliage de Châlons-sur-Marne. Parle sur les maisons à réserver aux religieuses voulant continuer la vie en commun (t. XXIV, p. 66), — sur la formation d'un tribunal spécial (p. 68), — sur l'admission à la barre des vicaires des paroisses supprimées (p. 88), — sur le Clermontois (p. 127), — sur le congé de l'abbé Goulard (p. 289), — sur l'absence du maréchal de Broglie (p. 327) — sur la régence (p. 373), — sur les agents de change p. 405, — sur les invalides (p. 483), — sur les successions (p. 495), (p. 498). — sur les demandes de congé (p. 541), — sur la motion de Crillon concernant Desilles (p. 544). — Demande le rappel à l'ordre de Montlosier (p. 554). — Parle sur les successions (p. 601), — sur l'organisation du ministère (p. 612), — sur des prohibitions de fonctions (p. 624), — sur l'organisation du ministère (p. 627), (p. 629), — sur les brevets d'invention (p. 633), — sur l'organisation du ministère (p. 637), — sur le ministre de la marine (p. 673 et suiv.), (p. 674), — sur les monnaies (p. 680), — sur le renvoi en France de plusieurs citoyens de la ville de Cayenne (p. 683), — sur l'organisation du ministère (p. 693), — sur le traitement des ministres (p. 703), — sur une motion de Crillon jeune (p. 719).

PRISONS. Projet de décret présenté par Duport, tendant à la formation d'un tribunal spécial pour le jugement des accusés qui remplissent les prisons de Paris (13 mars 1791, t. XXIV, p. 67); — discussion : Martineau, Le Chapelier, Fréteau, Prieur (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendements (*ibid.* p. 68).

Guillin-Pougelon demande qu'en raison de sa santé il soit sursis à son transfert des prisons de Paris à celles d'Orléans (16 mars, p. 128); — Bouche appuie la pétition (*ibid.*); — adoption (*ibid.*)

Rapport par Merle sur la pétition du curé-maire et des officiers municipaux d'Issy-l'Evêque, tendant à l'élargissement du curé-maire (17 mars, p. 155 et suiv.); — discussion : Robespierre, Mirabeau, de Folleville, Barnave (*ibid.* p. 156); — décret portant élargissement dudit curé-maire et son renvoi aux tribunaux ordinaires (*ibid.*)

Requête adressée par la demoiselle Regnault de Bussy et le sieur de Livron et réclamant une somme de 4,500 francs pour dépenses faites par eux pendant un emprisonnement de 6 mois, somme que Le Couteux de Canteleu, au nom du comité des finances, propose d'accorder (18 mars, p. 181); — discussion : Defermon, Dosfant, Le Couteux de Canteleu, Defermon, (*ibid.* et suiv.); — ordre du jour (*ibid.*)

Pétition des sieurs Descars et Terrasse, arrêtés dans l'affaire de Lyon (19 mars, p. 193); — discussion : Goupil, Ramel-Nogaret, Bouche, Voidel (*ibid.*); — admission (*ibid.*)

Lettre de plusieurs particuliers détenus dans les prisons de Nîmes, demandant leur mise en liberté (23 mars, p. 290 et suiv.); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 291).

Lettre de Fresnay, attaché à la légation de France à Bonn, demandant à voir son père et son frère à l'Abbaye (31 mars, p. 477); — discussion : Voidel, deux membres, Tuant de la Bouverie, Voidel, Regnaud (*de Saint-Jean d'Angély*), un membre, Le Cha-

pelier, un membre, Delavigne, Voidel, Le Chapelier, un membre, Delavigne (*ibid.* et p. suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 478).

PROCÈS-VERBAUX. Motion de Bouche tendant à limiter à huit jours l'impression et l'expédition des procès-verbaux des séances de l'Assemblée (26 mars 1791, t. XXIV, p. 377); — adoption (*ibid.*)

Projet de règlement pour le bureau des procès-verbaux proposé par de Montesquiou (t. XXIV, p. 475 et suiv.); — addition proposée par Bouche (*ibid.* p. 476); — adoption de l'un et de l'autre (*ibid.*)

Radiation des mots à l'unanimité appliqués, dans le procès-verbal, au vote sur la pétition de Victor de Broglie, et défense de les employer dans ce sens à l'avenir (31 mars, p. 484).

PRUGNON, député du tiers état du bailliage de Nancy. Présente des projets de décrets au nom du comité d'emplacement (t. XXIV, p. 3), (p. 83 et suiv.), (p. 129), (p. 193 et suiv.), (p. 366 et suiv.), (p. 377), (p. 471 et suiv.), (p. 472), (p. 538 et suiv.). — Parle sur les successions (p. 597 et suiv.). — Présente des projets de décrets au nom du comité d'emplacement (p. 708).

Q

QUINZE-VINGTS. Rapport par Merle sur leur situation (7 avril 1791, t. XXIV, p. 634 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 635); — discussion : Martineau, Gaultier-Biauzat, Merle, Martineau, Dionis du Séjour, Moreau de Saint-Méry, Merle (*ibid.* et p. suiv.); — adoption des art. 1 et 2 (*ibid.* p. 636); — rejet des art. 3, 4 et 5 (*ibid.*); — adoption d'un nouvel art. 3 (*ibid.*)

R

RABAUD-SAINT-ETIENNE, député du tiers état de la sénéchaussée de Nîmes et Beaucaire. Parle sur les invalides (t. XXIV, p. 485), — sur l'organisation du ministère (p. 679 et suiv.)

RAMEL-NOGARET, député du tiers état de la sénéchaussée de Carcassonne. Parle sur les corps administratifs (t. XXIV, p. 80), — sur les contributions (p. 93), (p. 147), (p. 148), (p. 151), — sur une pétition (p. 193), — sur les tribunaux de commerce (p. 323), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 450), — sur les dettes des pays d'états (p. 747).

RAPPEL A L'ORDRE : De Folleville (22 mars 1791, t. XXIV, p. 288).

RECETTES ET DÉPENSES DE L'ANNÉE 1791. Rapport y relatif, par Cernon (26 mars 1791, t. XXIV, p. 380 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 386); — débat sur l'ajournement de la discussion : Camus, de Cernon, Camus, Barnave (*ibid.*); — ajournement (*ibid.* p. 387); — Vote d'un acompte (*ibid.*)

RÉGENCE DU ROYAUME. Rapport par Thouret, au nom du comité de Constitution, sur la régence (22 mars 1791, t. XXIV, p. 260 et suiv.); — discussion : Cazales, Thouret, Voidel, Mirabeau, Cazales, Dupont (*de Nemours*), abbé Maury, Cazales, Thouret, abbé Maury, Charles de Lameth, Cazales, Barnave (*ibid.* p. 264 et suiv.); — abbé Maury, Mirabeau, Cazales, Barnave, Mirabeau, Thouret (*ibid.* p. 264 et suiv.); — art. 1^{er}

- Montlosier, Thouret (*ibid.* p. 279); — adoption (*ibid.*); — art. 2 : abbé Maury, Tuaut de la Bouverie, Mirabeau, Thouret, Foucault, plusieurs membres, Cazalès, Thouret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — question de savoir si la régence sera élective : Pétion, Stanislas de Clermont-Tonnerre, Mirabeau (23 mars, p. 295 et suiv.); — art. 3 : Montlosier, Briois-Beaumont, Cazalès, Thouret (*ibid.* p. 302); — adoption (*ibid.*); — art. 4 : Dupont, Thouret, Barnave, Le Chapelier, La Poule, Briois-Beaumont, Rœderer, Thouret, de Broglie, La Poule, Montlosier, Mirabeau, Voidel (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'art. 4 avec amendements et renvoi pour rédaction au comité (*ibid.* p. 305); — art. 5 : Thouret, de Clermont-Lodève, de Cazalès (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 307); — art. 6-12 : Thouret, Goupil, Thouret, Barrère, Legrand, Dupont, Le Chapelier, Barnave, Briois-Beaumont, Thouret, Barnave, Lanjuinais, Dêmeunier, de Folleville, de Toulangeon, Thouret, Cazalès (24 mars, p. 327 et suiv.); — l'Assemblée décide que, dans le cas où il faudrait élire un régent, ce droit ne sera pas délégué à la législature (*ibid.* p. 337); — les art. 6-12 étant réservés, la discussion a lieu sur les suivants : art. 13 adopté avec amendement de Goupil (*ibid.* p. 338); — art. 14 : Buzot, Thouret, Barnave, Thouret, Dêmeunier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec une autre rédaction (*ibid.* p. 339); — art. 15 : ajournement à la demande de Goupil (*ibid.*); — art. 16 : Pétion, un membre (*ibid.*); — adoption avec une autre rédaction (*ibid.*); — art. 17 et 18 : adoption (*ibid.*); — art. 19 : Pétion, Charles de Lameth (*ibid.* et p. suiv.); — art. 15 : Thouret, Dupont, Garat, de Cazalès, Thouret (25 mars, p. 370 et suiv.); — rejet (*ibid.* p. 371); — adoption d'un autre art. 15 (*ibid.*); — art. 20 : de Cazalès, Pétion, d'Estourmel, Garat aîné, Goupil, de Cazalès (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 372); — art. 19 : Dupont, Thouret, Dupont, de Cazalès, Thouret, de Crillon jeune, Martineau, Goupil, Prieur, Dupont, Mirabeau, La Poule (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'art. amendé (*ibid.* p. 373); — art. 21 : Alexandre de Lameth, Mirabeau, de Cazalès, Mirabeau, de Cazalès, Mirabeau, Thouret, Mirabeau, Rewbell, de Cazalès, Mirabeau (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 374); — fixation de l'âge du régent (26 mars, p. 390). — Voir *Garde du roi*.
- REGNAUD, député du tiers état de la sénéchaussée de Saint-Jean-d'Angély. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 12 et suiv.), (p. 15), — sur les costumes religieux (p. 30), — sur l'arriéré des départements (p. 43), (p. 44), — sur des résiliations de baux (p. 66), — sur les contributions (p. 150), — sur les offices (p. 180), — sur les denrées coloniales (p. 187), — sur les vivres de la marine (p. 193), — sur les troubles de Douai (p. 215 et suiv.), (p. 236), — sur une proposition concernant la sûreté de la frontière (p. 256 et suiv.), (p. 257), — sur l'absence du maréchal de Broglie (p. 326), — sur un projet de loi concernant le département de la Gironde (p. 367), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 438), (p. 443), — sur une pétition de citoyens de Saint-Domingue (p. 464), — sur la corvée (p. 464), — sur le canal du Nivernais (p. 465), — sur l'élection des membres des tribunaux criminels (p. 466 et suiv.), — sur les fournitures dans les garnisons (p. 470), — sur une visite à deux prisonniers (p. 477), — sur les invalides (p. 484 et suiv.), (p. 485), — sur les postes (p. 502), — sur l'intervention du Président dans la discussion sur les successions (p. 542), — sur l'organisation du ministère (p. 608), — sur les sollicitations (p. 622), — sur l'organisation du ministère (p. 627), — sur le ministre de la marine (p. 674 et suiv.). — Fait une motion tendant à étendre aux emplois civils l'exception faite pour les grades militaires déferés à l'ancienneté aux députés sortants (p. 683). — Lit une ordonnance du prince Lœvenstein-Wartheim défendant aux Français rebelles de recruter dans ses États (p. 683). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 696), (p. 701).
- REGNAULT D'EPERCY, député du tiers état du bailliage de Dôle. Fait un rapport sur les mines et minière (t. XXIV, p. 223 et suiv.); — le défend (p. 417), (p. 418).
- REGNAULT, député du tiers état du bailliage de Nancy. Appuie la demande de Bailly au sujet de l'installation de l'évêque de Paris (t. XXIV, p. 368 et suiv.). — Parle sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 491).
- RELIGIEUX. Projet de décret présenté par Lanjuinais sur des secours à donner aux religieuses (17 mars 1791, t. XXIV, p. 139); — adoption (*ibid.*).
- RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE. Voir *Ministres* (t. XXIV, p. 625 et suiv.).
- REWBELL, député du tiers état du bailliage de Colmar et Schélestadt. Parle sur l'arriéré des départements (t. XXIV, p. 43), (p. 44), — sur les contributions (p. 135), sur la régence (p. 374), — sur les mines (p. 417), — sur la résidence des fonctionnaires publics (p. 436), (p. 438); — sur le traitement des ministres (p. 705).
- RICHARD, député du tiers état du bailliage de Forez. Parle sur les mines (t. XXIV, p. 414 et suiv.).
- RICHIER (De), député de la noblesse de la sénéchaussée de Saintes. Parle sur les denrées coloniales (t. XXIV p. 187).
- ROBESPIERRE, député du tiers état de la province d'Artois. Parle sur les corps administratifs (t. XXIV, p. 72 et suiv.), — sur l'élargissement du curé-maire d'Issy-l'Évêque (p. 156), — sur les troubles de Douai (p. 213 et suiv.), (p. 219), — sur les tribunaux criminels (p. 469), — sur l'admission à la barre d'une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 487), (p. 490), — sur les troubles de Toulouse (p. 520), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 522), — sur les honneurs funèbres à rendre à Mirabeau (p. 537), — sur les successions (p. 562 et suiv), sur les colonies (p. 596); — sur l'organisation du ministère (p. 606 et suiv.), (p. 612). — Demande que les députés ne puissent recevoir ni places, ni dons, etc. (p. 621). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 654), (p. 662 et suiv.), (p. 695 et suiv.); (p. 697), (p. 699), — sur le traitement des ministres (p. 703).
- ROCHEBRUNE (De), député de la noblesse du bailliage de Saint-Flour. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 94), — sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 491).
- RÖDERER, député du tiers état de la ville de Metz. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 93), (p. 94), (p. 134), (p. 147), (p. 149) (p. 151). — Présente des projets de décrets sur le tabac et la ferme (p. 221 et suiv.) — Parle sur la régence (p. 304). — Présente des projets de décrets sur la ferme et la rège générales et sur la vente des tabacs (p. 476). — Parle sur les brevets d'invention (p. 483). — Présente une collection de timbres en usage dans les 83 départements (p. 533). — Fait une motion sur les sollicitations (p. 622), — sur l'organisation du ministère (p. 691) (p. 692).
- ROGER, député du tiers état de Comminges et Némouzam. Secrétaire (t. XXIV, p. 676).
- ROHAN (Cardinal de), député du clergé du bailliage d'Haguenau-Wissembourg. Décrété d'accusation (t. XXIV, p. 554). — Déprédations commises par lui aux Quinze-Vingts dont il était administrateur (p. 634 et suiv.).
- ROSTAING (De), député du tiers état du bailliage de Forez. Parle sur les mines (t. XXIV, p. 416), (p. 417), — sur les colonies (p. 595).

ROUSSILLON, député du tiers état de la sénéchaussée de Toulouse. Fait un rapport sur les droits à imposer sur les denrées coloniales (t. XXIV, p. 182 et suiv.); — son observation sur le vote (p. 191). — Propose un projet de décret sur les agents de change (p. 405). — Rend compte des troubles de Toulouse (p. 452 et suiv.). — Parle sur le même objet (p. 520).

S

SAINT-MARTIN (De), député du tiers état de la sénéchaussée d'Annonay. Secrétaire (t. XXIV, p. 51). — Parle sur une demande de pension de Latude (p. 53). — sur les mines (p. 237 et suiv.), — sur les tribunaux criminels (p. 467), — sur les successions (p. 544 et suiv.), — sur les dettes des pays d'états (p. 717).

SAINTE-GENEVIÈVE (Eglise). Le directoire du département de Paris, présidé par La Rochefoucauld, demande que cet édifice soit destiné à recevoir les cendres des grands hommes, que celles de Mirabeau y soient portées et qu'on fasse graver au-dessus du fronton ces mots : Aux grands hommes la patrie reconnaissante (3 avril 1791, t. XXIV, p. 536 et suiv.); — réponse du président (Tronchet) (*ibid.* p. 537); — discussion : Defermon, plusieurs membres, Robespierre, d'André, Dupont, Boutteville-Dumetz, Barnave (*ibid.* et p. suiv.); — projet de décret présenté par ce dernier (*ibid.* p. 538); — adoption (*ibid.*). — Autre projet de décret présenté par Le Chapelier, au nom du comité de Constitution (4 avril, p. 543); — discussion : de Crillon, Chabroud, Belin, Bourdon, d'Estourmel, Le Chapelier (*ibid.*); — adoption (*ibid.* et p. suiv.). — Discussion sur la motion de Crillon tendant à décerner à Desilles les honneurs décrétés pour les grands hommes : Tuaut de La Bouverie, Crillon jeune, Prieur, Chabroud, Crillon jeune (*ibid.* p. 544); — ordre du jour (*ibid.*); — Motion de Lepelletier-Saint-Fargeau tendant à faire décerner aux grands rois les honneurs décrétés pour les grands hommes (3 avril, p. 539); — discussion : Goupil-Préfeln, Buzot, Goupil-Préfeln, Prieur, Goupil-Préfeln, Lepelletier-Saint-Fargeau (*ibid.* et p. suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 560).

SALLÉ DE CHOUX, députés du tiers état du bailliage de Berry. Parle sur les contributions (t. XXIV, p. 93), (p. 94), (p. 149), — sur la garde du roi (p. 376), — sur les fonctionnaires publics (p. 451).

SECRETAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : Maréchal, abbé Monnel et Saint-Martin (12 mars 1791, t. XXIV, p. 51); — Boissy-d'Anglas, de Vismes et Rancourt de Villiers (26 mars, p. 400); — Goupil-Préfeln, Roger et Mougins (9 avril, p. 676).

SEL. — Voir *Ferme et régie*.

SERMENT. Prestation de serment de tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics du district de Saint-Arnaud (Cher), à l'exception de trois (10 mars 1791, t. XXIV, p. 2), — de tous les curés du district de Moulins (Allier), à l'exception de quatre (*ibid.*), — de quarante-cinq curés sur cinquante-cinq dans le district de Rochefort (*ibid.*), — de presque tous les fonctionnaires publics ecclésiastiques du district de Grandvilliers, département de l'Oise (12 mars, p. 32), — de tous les fonctionnaires publics ecclésiastiques, curés et vicaires du département des Basses-Alpes (*ibid.*), — de soixante-dix-neuf fonctionnaires publics ecclésiastiques du district de Melle (Deux-Sèvres) sur quatre-vingts (17 mars, p. 143), — de tous les ecclésiastiques, fonctionnaires publics du district de Saarbours (p. 151), — de sept curés du département de la Charente, d'abord réfractaires (*ibid.* p. 152), — de Jacques Binot, prêtre et député (25 mars, p. 366), — de 42 ecclésiastiques fonctionnaires publics du district de Clamecy sur 45 (29 mars, p. 452), — du

curé de Saint-Martin de Bourbon-Lancy (31 mars, p. 484), — de 70 ecclésiastiques fonctionnaires publics du district de Lagrasse (2 avril, p. 515), — de 136 curés et 40 vicaires du district de la Tour-du-Pin (5 avril, p. 577), — de 84 ecclésiastiques fonctionnaires publics de l'Allier sur 86 (9 avril, p. 676), — de tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics du district de Dio (*ibid.*), — de tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics du district de Montmarault, moins un (*ibid.*).

Motion de Voidel tendant à faire dresser, par chaque département dans la quinzaine, une liste certifiée et par états séparés des ecclésiastiques fonctionnaires publics qui ont prêté serment et de ceux qui ont refusé de le prêter (12 mars 1791, t. XXIV, p. 52); rejet — d'un amendement proposé par de Bois-Rouvray (*ibid.*); — adoption de la motion (*ibid.*).

Motion de Joubert tendant à recevoir le serment de sept fonctionnaires publics ecclésiastiques d'abord réfractaires, malgré l'expiration du délai légal (17 mars, p. 152); — discussion : abbé Charrier de La Roche, Bouche, Lanjuinais (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète l'admission à la prestation de serment de tous les fonctionnaires ecclésiastiques en formant la demande avant leur remplacement (*ibid.* p. 153); — rédaction définitive du décret proposé par Lanjuinais (18 mars, p. 180); — adoption (*ibid.*).

SILLERY (De), député de la noblesse du bailliage de Reims. Dénonce les menées de son collègue Deschamps, (t. XXIV, p. 505 et suiv.). — Fait un rapport sur la marine (p. 723 et suiv.).

SINETY (De), député de la noblesse de la sénéchaussée de Marseille. Parle sur les troubles d'Aix (t. XXIV, p. 504), — sur les dettes des pays d'états (p. 719).

SOLLICITATIONS. Motion de Rœderer portant défense aux députés d'en faire d'aucune sorte (7 avril 1791, t. XXIV, p. 622); — discussion : Loys, Malès, Prieur, Garat aîné (*ibid.* p. 624); — adoption (*ibid.*).

SUCCESSIONS. Discussion du projet de décret sur les successions *ab intestat* : Merlin, rapporteur, Darnaudat, Garat aîné, Mirabeau, Tronchet, Buzot, Mirabeau, Dupont (*de Nemours*), Merlin (12 mars 1791, t. XXIV, p. 45 et suiv.); — art. 2 : Lambert de Frondeville, Achard de Bonvouloir, Pouret-Roquerie, Goupil, Achard de Bonvouloir, Thouret, Mirabeau, d'André, Lambert de Frondeville, Darnaudat, Lambert de Frondeville, Dubois-Crancé, Lambert de Frondeville, Achard de Bonvouloir, Dupont (*de Nemours*), Lambert de Frondeville, Augo, Lambert de Frondeville, Le Chapelier, Merlin, Beaudrap de Sotteville, Vieillard (*de Coutances*), Gaultier-Biauzat, Tuaut de la Bouverie, Garat aîné (*ibid.* p. 47 et suiv.); — adoption de l'art. amendé (*ibid.* p. 50). — débat sur les droits du testateur : Mougins, Chabroud, Prieur, d'André, plusieurs membres (1^{er} avril, p. 495); — l'Assemblée décide qu'on décrètera d'abord les art. ayant un caractère constitutionnel (*ibid.*); — art. 14 : Martineau, Goupil, Martineau, Le Chapelier, Loys (*ibid.* p. 496); — adoption de l'art. amendé (*ibid.*); — art. 15 : Defermon, Garat aîné, Martineau, Le Chapelier, Martineau, Prieur (*ibid.* p. 497 et suiv.); — ajournement à la prochaine législature (*ibid.* p. 498); — art. 16 : Goupil-Préfeln, Defermon, Martineau, Andrieu, Moreau, Ramel-Nogaret, Mougins, Malès, Loys, Le Chapelier, Darnaudat, Martineau, Bouche, Le Chapelier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 499); — art. 17 : Vieillard, Le Chapelier, Péton, Le Chapelier, Buzot, Robespierre, Thévenot de Maroise, Garat aîné, Foucauld, un membre, Le Chapelier (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi de l'art. au comité (*ibid.* p. 501); — art. 18 devenu inutile (*ibid.*); — art. 19 : adoption (*ibid.*); — art. 20 : Goupil, Loys (*ibid.*); — question préalable (*ibid.*); — art. 21 : Vieillard, Le Chapelier, Defermon, Martin, Garat aîné, Le Chapelier (*ibid.*); — Le Chapelier, Buzot, Martineau, Buzot, un membre, Vieillard (2 avril,

p. 503); — question préalable (*ibid.*); — titre II : Martineau, Garat aîné, de Cazalès, Malès, Pétion (*ibid.* p. 508 et suiv.); — discours de Mirabeau mort, communiqué par Talleyrand (*ibid.* p. 510 et suiv.); — motion de Loys invitant le Président (Tronchet) à quitter le fauteuil pour formuler son opinion sur les successions (4 avril, p. 541 et suiv.); débat : Chabroud, Tuaut de la Bouverie, Chabroud, le Président, Emmery, Loys, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.* p. 542); — adoption, (*ibid.*); — reprise de la discussion : Saint-Martin (*ibid.* p. 544 et suiv.); — Robespierre, Tronchet, de Cazalès, Dèmeunier, de Cazalès (5 avril, p. 562 et suiv.); — Prugnon, de Vaudreuil, Lanjuinais, Le Chapelier, Prieur, Le Chapelier, Charles de Lameth, de Folleville, Malès, Buzot, Briois-Beaumetz, Mougins, Martineau, Mougins, Briois-Beaumetz, Malès (6 avril, p. 597 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 602). — Opinions non prononcées : de Pétion (p. 612 et suiv.), — de Mougins (p. 616 et suiv.). — Adoption d'additions au texte du décret proposées par Merlin (8 avril, p. 650 et suiv.).

SURETÉ PUBLIQUE. Projet de décret présenté par de Menou sur une distribution d'armes à quelques départements (13 mars 1791, t. XXIV, p. 68 et suiv.); — réclamations de Merlin et de Durand-Maillane au sujet des départements du Nord et des Bouches-du-Rhône (*ibid.* p. 68); — renvoi de ces réclamations au comité militaire (*ibid.*); — adoption du projet de décret (*ibid.*). — Lettre du ministre des affaires étrangères (Montmorin), lue par d'André, rendant compte de l'exécution des décrets, relativement à la sûreté publique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (13 mars 1791, t. XXIV, p. 69 et suiv.); — lettre du ministre de la guerre (Duportail) sur l'état des forces militaires dans les départements du Haut et du Bas-Rhin (23 mars, p. 299).

T

TABAC ET SEL. Adoption d'une nouvelle rédaction des quatre art. décrétés relativement au tabac (20 mars 1791, t. XXIV, p. 222).

Projet de décret sur la vente du tabac présenté par Rœderer (31 mars, p. 476); — adoption (*ibid.* p. 477); — rétablissement du mot *provisoirement* omis (*ibid.* p. 493). — Voir *Exportation*. — *Ferme et régie*.

TALLEYRAND-PÉRIGORD, député du clergé du bailliage d'Autun. Chargé par Mirabeau mourant, de lire son discours sur l'égalité des partages en ligne directe (t. XXIV, p. 510).

TELLIER, député du tiers état du bailliage de Melun. Fait un rapport sur le classement des offices de procureurs (t. XXIV, p. 204 et suiv.), — Parle sur les brevets d'invention (p. 633).

THÉÂTRE-FRANÇAIS. Les comédiens du Théâtre-Français demandent à être admis à la barre le 22 mars (19 mars 1791, t. XXIV, p. 192); — Bouche appuie cette demande qui est adoptée (*ibid.*); — leur admission : discours de Saint-Prix, orateur de la députation (22 mars, p. 281 et suiv.); — réponse de Montesquiou, président (*ibid.* p. 282).

THÉVENOT DE MAROISE, député du tiers état du bailliage de Langres. Parle sur la garde du roi mineur (t. XXIV, p. 388), — sur les brevets d'invention (p. 482), — sur l'organisation du ministère (p. 703).

THIBAUT (Abbé), député du clergé du bailliage de Nemours. Nommé évêque du département du Cantal (t. XXIV, p. 181).

THOURET, député du tiers état de la ville et du bailliage de Rouen. Défend le comité de Constitution (t. XXIV, p. 32). — Parle sur les successions (p. 47). — Fait un rapport sur la régence du royaume (p. 260 et suiv.), — le défend (p. 264), (p. 266), (p. 278 et suiv.), (p. 279); (p. 302), (p. 304), (p. 305), (p. 327), (p. 328 et suiv.), (p. 335 et suiv.), (p. 338), (p. 339), (p. 370 et suiv.), (p. 371), (p. 372), (p. 373), (p. 374). — Présente un projet de décret sur la garde du roi mineur (p. 375), — le défend (p. 376), (p. 388), (p. 389). — Présente un projet de décret sur les fonctionnaires publics (p. 390); le défend (p. 391), (p. 424), (p. 425 et suiv.), (p. 435), (p. 437).

THUROT, capitaine de vaisseau. Barrère demande une pension pour sa fille (7 avril 1791, t. XXIV, p. 633 et suiv.); — Bouche réclame le vote immédiat (*ibid.* p. 664); — renvoi, sur la demande de Vernier, au comité des pensions (*ibid.*).

TIMBRES. Présentation par Rœderer d'une collection de timbres en usage dans les 83 départements (3 avril 1791, t. XXIV, p. 383); — dépôt aux archives (*ibid.*).

TOULONGEON (De), député de la noblesse du bailliage d'Aval en Franche-Comté. Parle sur la régence (t. XXIV, p. 335).

TOULOUSE. Voir *Troubles*.

TRAITEMENT DES ECCLÉSIASTIQUES. Rapport par Legrand (12 avril 1791, t. XXIV, p. 719 et suiv.). — Texte du projet de décret (*ibid.* p. 720 et suiv.).

TOULOUSE-LAUTREC (De), député de la noblesse de la sénéschaussée de Castres. Parle sur une lettre de Montmorin (t. XXIV, p. 625).

TRACY (Destutt de), député de la noblesse de la sénéschaussée de Moulins. Fait une motion sur l'avancement dans l'artillerie (t. XXIV, p. 1 et suiv.). — Parle sur les indemnités aux propriétaires à raison de la dime (p. 35), — sur des résiliations de baux (p. 66), — sur les contributions (p. 150), — sur des prohibitions de fonctions (p. 622), — sur le traitement des ministres (p. 705).

TREILHARD, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur la vente de l'abbaye de Saint-Martin (t. XXIV, p. 66), — sur les troubles de Douai (p. 236), — sur les hôtels de la guerre (p. 237), — sur les troubles de Douai (p. 256), — sur une motion concernant les universités (p. 281).

TRÉSOR PUBLIC. Suite de la discussion sur son organisation : Lebrun, *rapporteur*, de Montesquiou, Briois-Beaumetz, Dèmeunier, Briois-Baumetz, Dupont, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Tronchet, Lebrun, Tuaut de la Bouverie, de Montesquiou, Briois-Beaumetz, Anson, de Montesquiou, Lebrun, de Folleville (10 mars 1791, t. XXIV, p. 8); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un comité d'administration du Trésor public (*ibid.* p. 14); — la priorité est décrétée en faveur du projet proposé par Montesquiou (*ibid.*) art. 1, 2 et 3 : adoption (*ibid.*); — art. 4 : adoption avec amendement d'Alexandre de Lameth (*ibid.*); — art. 5 : adoption avec amendement de Delavigne (*ibid.*); — art. 6-9 : adoption (*ibid.*); — art. 10 : Dupont, Fréteau, Dupont, Montesquiou, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Fréteau, d'André, Dupont, Montesquiou (*ibid.*); — adoption de l'article amendé (*ibid.* p. 15); art. 11-14 : adoption (*ibid.*); — art. 15 : adoption avec amendement de Populus (*ibid.*); — addition de 2 articles proposée par Anson et appuyée par Montesquiou, Lebrun et Dupont (*ibid.* p. 16); autre addition proposée par le dernier (*ibid.*); — discussion : Briois-Beaumetz, Dèmeunier (*ibid.*); adoption des art. 16-21 (*ibid.*).

Rapport par Briois-Beaumetz sur les préliminaires de la nouvelle organisation du Trésor public (18 mars, p. 189); — projet de décret (*ibid.* p. 190); — discussion: de Folleville, Dupont (*ibid.*); — adoption des art. 1-3 (*ibid.*); — art. 4: Charles de Lameth, Briois-Beaumetz (*ibid.*); — adoption (*ibid.* p. 191); — art. 5-9: adoption (*ibid.*); — art. 10: adoption (27 mars, p. 406).

TRIBUNAL DE CASSATION. Motion du Brostaret tendant à la nomination de deux commissaires chargés d'assister à son installation (11 avril 1791, t. XXIV, p. 695); — discussion: Gaultier-Biauzat, d'André (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

TRIBUNAUX CRIMINELS. Rapport par Dupont sur un projet de décret tendant à ajourner l'élection des membres de ces tribunaux (30 mars 1791, t. XXIV, p. 466); — discussion: de Montesquiou, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), plusieurs membres (*ibid.* et p. suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 467); — Delavigne propose de n'en voter que la première partie (*ibid.*); — vote de cette première partie avec amendement (*ibid.*).

Article additionnel au décret sur l'organisation de la justice criminelle, présenté par Dupont (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — autre article présenté par le même (*ibid.*); — discussion: de Saint-Martin, Mougins, Delavigne, Buzot, Gombert, Demeunier, Dupont, Gaultier-Biauzat, Briois-Beaumetz, Le Bois des Guays, Goupil, Robespierre, Dupont (*ibid.* et p. suiv.); — question préalable (*ibid.* p. 469).

TRIBUNAUX ET CORPS ADMINISTRATIFS. Projet de décret présenté par Prugnon sur l'acquisition d'une maison conventuelle par les administrateurs du département de Loir-et-Cher (10 mars 1791, t. XXIV, p. 3); — adoption (*ibid.*). — Projet de décret présenté par le même sur le lieu de la tenue des séances du tribunal de cassation (13 mars, p. 66); — adoption (*ibid.*).

Projet de décret présenté par le même, tendant à autoriser l'acquisition du ci-devant palais épiscopal de Toulon pour y placer le directoire du département et celui du district (15 mars, p. 83 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 84). — Adoption de deux projets de décrets présentés par le même, relativement aux tribunaux de Nancy et de Marennes (16 mars, p. 129).

Adoption d'un projet de décret relatif à des tribunaux de commerce, présenté par Gossin (18 mars, p. 181).

Adoption d'un projet de décret présenté par Prugnon, relativement à l'acquisition par le district d'Angers d'une partie de la maison appelée l'*archidiaconé* (19 mars, p. 193 et suiv.).

Adoption d'un projet de décret relatif à des tribunaux de commerce (24 mars, p. 325).

Motion de Château-Renaud relative aux appels des jugements des tribunaux de commerce (*ibid.*); — discussion: Gossin, Le Chapelier, Ramel-Nogaret, Martincau, Le Chapelier (*ibid.* et p. suiv.); adoption (*ibid.* p. 326).

Projet de décret présenté par Prugnon: 1° sur l'emplacement à attribuer aux corps administratifs du département de la Gironde et du district de Bordeaux, à l'administration du jardin des Plantes et à l'évêque; 2° sur la vente de l'hôtel de l'Intendance (25 mars, p. 366 et suiv.); — discussion: Gouttes, Lavenue, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.* p. 367); — adoption du projet, le dernier paragraphe excepté (*ibid.*).

Adoption de deux projets de décrets: le premier sur l'acquisition par le directoire du district de Gournay de la maison des Capucins; le second sur l'emplacement du tribunal du district de Guingamp (25 mars, p. 377). — Décrets relatifs à l'administration du département de la Haute-Loire et à l'administration du département de l'Yonne (29 mars, p. 444), — à l'emplacement du directoire du district et du tribunal de Bourbon-Lancy (31 mars, p. 471 et suiv.), — à l'emplacement du tribunal d'Is-sur-Till (*ibid.* p. 472),

— au paiement des édifices nationaux acquis pour l'établissement des corps administratifs (*ibid.*).

Adoption d'un projet de décret présenté par Prugnon et autorisant le district de Dieppe à louer la maison des Minimes pour y placer le corps administratif du district et le tribunal civil de commerce (4 avril, p. 538 et suiv.).

Projet de décret présenté par le même et tendant à autoriser le comité d'emp'acement à présenter à l'Assemblée, sans rapport préalable, les projets de décrets relatifs aux établissements des corps administratifs et des tribunaux (*ibid.* p. 539); — adoption avec amendement de Bouche (*ibid.*).

Projets de décrets présentés par le même et portant autorisation pour le district de Clermont-en-Beauvoisis et pour le district de Dol à louer, l'un le palais épiscopal et l'autre la maison conventuelle de Saint-André (*ibid.*).

Présentation par le même de cinq projets de décrets concernant l'appropriation de l'ancien couvent des Jacobins de Laval, de la maison des Jacobins d'Angers; l'attribution d'une portion du palais de justice au directoire du département de Paris, d'une portion du palais de justice d'Abbeville au directoire du district de cette ville et de l'hôtel de l'intendance aux corps administratifs du département du Cher (8 avril, p. 638 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 639).

TRONCHET, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 13), — sur les indemnités aux propriétaires, à raison de la dime (p. 33), (p. 36), — sur les successions (p. 46), — sur les corps administratifs (p. 78), (p. 80), — sur les baux emphytéotiques (p. 200), (p. 202), — sur le congé de l'abbé Goulard (p. 289), — sur les besoins des villes et des hôpitaux (p. 449). — Président (p. 453). — Annonce la mort de Mirabeau (p. 306); — répond à une députation des différentes sections de la ville de Paris (p. 536), — à une députation du directoire de Paris (p. 537). — Est invité à prendre part à la discussion sur les successions (p. 542). — Demande à l'Assemblée si elle assistera en corps aux funérailles de Mirabeau (*ibid.*). Parle sur les successions (p. 564 et suiv.).

TROUBLES. Lettre de de Lessart, ministre de l'intérieur, sur des troubles dans l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan (10 mars 1791, t. XXIV, p. 16 et suiv.); — lettre des administrateurs du district de Redon (*ibid.* p. 17); — renvoi, sur la demande de Bauche, au comité des rapports (*ibid.*).

Adresse de la Société des Amis de la Constitution établie à Uzès, exposant les dangers qu'ils ont courus et qu'ils courent encore (12 mars, p. 51); — renvoi aux comités des rapports et des recherches réunis (*ibid.* p. 51); — décret portant que les présidents et commissaires de Nîmes et Uzès seront admis à la barre le lendemain (14 mars, p. 82); — leur introduction (*ibid.* p. 108); — discours de Montesquiou, président (*ibid.*); — réponse de l'orateur des délégués de Nîmes et d'Uzès (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi des deux discours aux comités des recherches et des rapports réunis (*ibid.* p. 109); — lettre de de Lessart, ministre de l'intérieur, au sujet des dépenses extraordinaires occasionnées par les mesures prises pour prévenir les suites des troubles d'Uzès (16 mars, p. 128 et suiv.); — renvoi au comité des finances (*ibid.* p. 129); — adresse des officiers municipaux de Pont-Saint-Esprit, annonçant le rétablissement de l'ordre dans le département du Gard (17 mars, p. 131).

Lettre de Dupont et de de Lessart, ministres de la justice et de l'intérieur, au sujet des commissaires envoyés à Aix pour y rétablir la tranquillité et demandant à en revenir (18 mars, p. 189); — renvoi, sur la proposition de d'André, aux comités réunis des rapports et des recherches (*ibid.*).

D'Estournel demande un rapport, dans la séance du soir, sur des troubles survenus à Douai (19 mars, p. 194); — adoption (*ibid.*); — rapport par Alquier (*ibid.* p. 211 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 213); — discussion: Gaultier-Biauzat et Robespierre, de Cazalès, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Voidel, Robespierre, Voidel, Regnaud (*de Saint-Jean-*

d'Angély), Voidel, Alexandre de Lameth, de Cazalès, Le Chapelier (*ibid.* p. 213 et suiv.); — art. 1^{er} modifié par Le Chapelier : Pétion (*ibid.* p. 218 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 219); — art. 2 : Robespierre, un membre (*ibid.*); — art. 3 : adoption (*ibid.*); — art. 4 : Tuaut de la Bouverie (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — art. 5 : adoption (*ibid.*); — art. 6 : retrait, après demande de renvoi au code pénal formulée par Lanjuinais (*ibid.*); — art. 7 devenant l'art. 6 : adoption (*ibid.*); — lettre de la municipalité de Douai relative aux troubles (21 mars, p. 236); — débat : Mougins, Treilhard, Voidel, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Bouche, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Le Chapelier (*ibid.*); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*); — communication par le président de trois pièces : 1^o lettre des administrateurs du district de Douai; 2^o lettre du doyen d'âge, président provisoirement l'assemblée électorale du département du Nord; 3^o extrait du procès-verbal de l'assemblée électorale du département du Nord (*ibid.* p. 253 et suiv.); — présentation par Merlin d'un projet de décret (*ibid.* p. 254 et suiv.); — discussion : Martineau, Robespierre, Dupont, d'Estourmel, Merlin, d'Estourmel, Treilhard, Foucault, Merlin (*ibid.* p. 255 et suiv.); — projet de décret présenté par Merlin (22 mars, p. 257 et suiv.); — discussion : Andrieu, Lanjuinais, Merlin, Martineau, de Liancourt (*ibid.* p. 258); — ordre du jour (*ibid.*); — lettre des membres du directoire du département du Nord annonçant qu'ils convoqueront l'assemblée électorale, non dans la ville de Douai, mais dans celle de Lille (22 mars, p. 280).

Rapport par Muguet sur les troubles du Mâconnais en juillet et août 1789 (22 mars, p. 287 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 288); — discussion : Murinais, Dufraisse-Duchey (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — article additionnel proposé par Folleville (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.*).

Compte rendu par Roussillon de troubles survenus à Toulouse (29 mars, p. 452 et suiv.); — renvoi aux comités des rapports et des recherches réunis (*ibid.* p. 453).

Projet de décret présenté par Voidel au sujet des troubles d'Aix (2 avril, p. 503); — discussion : Bouche, d'André, Voidel, Bouche, d'André, Mougins, de Sinéty (*ibid.* et p. suiv.); — adoption du projet amendé (*ibid.* p. 505).

Rapport par de Broglie sur les troubles de Toulouse (2 avril, p. 516 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 520); — discussion : Roussillon, de Cazalès, Roussillon, Robespierre (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

Rapport par Alquier sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (*ibid.* p. 521 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 522); — discussion : Bouche, Legrand, de Virieu, Robespierre, Millet de Mureau, Alquier, Leyris d'Espouchez, Alquier, un membre, Murinais, un membre, Alquier, Gaultier-Biauzat, Alquier, Gaultier-Biauzat, Loys, Murinais, Alquier, de Virieu (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 524).

Rapport par de Broglie sur des troubles dans le Bas-Rhin (4 avril, p. 547 et suiv.); — projets de décrets (*ibid.* p. 553 et suiv.); — protestation de Montlosier (*ibid.* p. 554); — Prieur demande son rappel à l'ordre (*ibid.*); — Chabroud s'y oppose (*ibid.*); — adoption des projets de décrets (*ibid.*); — nouvelle protestation de Montlosier (*ibid.*).

Présentation par Alquier d'un projet de décret tendant à ne pas comprendre le sieur Piquet dans le décret qui ordonne l'arrestation des officiers municipaux de la ville de Douai (11 avril, p. 694 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 695).

Rapport par Morin sur les troubles de Saint-Chinian dans l'Hérault (12 avril, p. 729 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 734); — adoption (*ibid.*).

TUAUT DE LA BOUVERIE, député du tiers état de la sénéchaussée de Ploerm I. Parle sur le Trésor public (t. XXIV, p. 13), — sur les successions (p. 50), — sur les corps administratifs (p. 78), — sur les troubles de Douai (p. 219), — sur la régence (p. 279), — sur la garde du roi mineur (p. 376), (p. 389), — sur

la résidence des fonctionnaires publics (p. 435). — sur une visite à deux prisonniers (p. 477), — sur une prétendue députation de Saint-Domingue (p. 490), — sur l'intervention du Président dans la discussion sur les successions (p. 542).

U

UNIVERSITÉS. Le Chapelier communique une lettre du président du directoire du département de Paris (La Rochefoucauld), accompagnée d'un projet de décret relatif à la nomination du recteur de l'université de Paris, au mode de remplacement des professeurs et à l'obligation du serment pour les professeurs (22 mars 1791, t. XXIV, p. 280 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 281); — un membre demande l'extension de ce décret aux autres universités (*ibid.*); — renvoi de cette motion, sur la demande de Treilhard, au comité ecclésiastique (*ibid.*).

V

VAUDREUIL (De), député de la noblesse de la sénéchaussée de Castelnaudary. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 599).

VERNIER, député du tiers état du bailliage d'Aval en Franche-Comté. Parle sur les invalides (t. XXIV, p. 324), — sur la pension de la fille du capitaine Thurot (p. 634). — Secrétaire (p. 682). — Parle sur les dettes des pays d'Etats (p. 717).

VIEILLARD, député du tiers état du bailliage de Coutances. Parle sur les successions (t. XXIV, p. 50), (p. 499 et suiv.), (p. 501), — sur les postes (p. 502), — sur les successions (p. 503). — Présente, au nom du comité de judicature, un décret sur le remboursement des offices ministériels (p. 688).

VIRIEU (De), député de la noblesse du Dauphiné. Parle sur le Clermontois (t. XXIV, p. 127), — sur les troubles de Nîmes et d'Uzès (p. 522), (p. 524), — sur les demandes de congé (p. 541).

VISMES (De), député du tiers état du bailliage de Vermandois. Parle sur le Clermontois (t. XXIV, p. 109 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les biens ci-devant domaniaux (p. 409).

VOIDEL, député du tiers état du bailliage de Sarreguemines. Fait une motion sur les prestations de serment (t. XXIV, p. 52). — Parle sur une demande de pension de Latude (p. 53), — sur une pétition (p. 193), — sur les troubles de Douai (p. 216), (p. 236), — sur la régence (p. 264), — sur le congé de l'abbé Goulard (p. 289), — sur la régence (p. 305), — sur l'absence motivée du maréchal de Broglie (p. 326), — sur la garde du roi mineur (p. 376), — sur une visite à deux prisonniers (p. 477), (p. 478). — Présente un projet de décret sur les troubles d'Aix (p. 503).

W

WASHINGTON (Général). Lettre de remerciements qu'il écrit au Président de l'Assemblée nationale au sujet du décret rendu le 11 juin 1790 en l'honneur de Franklin (t. XXIV, p. 387 et suiv.).

WIMPFEN (De), député de la noblesse du bailliage de Caen. Fait un rapport sur le remboursement des charges, offices et emplois militaires (t. XXIV, p. 157 et suiv.).